

Réussir la transformation progressiste de l'École

Sommaire

Entretien avec
Stéphane Bonnery Page 2

Des idées pour
l'école - Eveline
Charmeux Page 4

Appel d'Athènes sur
l'éducation
(Assemblée
générale du FSE
2006) Page 6

« Une nouvelle
ambition pour
l'école » - Restitution
des interventions Page 9

Réseau école

Le réseau national école constitue un collectif de travail ouvert composé de militants communistes, associatifs et syndicaux qui ont à cœur de travailler à la transformation progressiste de l'école.

N'hésitez pas à nous faire suivre vos informations ou initiatives afin que nous puissions les relayer.

Vous pouvez également nous aider à faire connaître le réseau école en invitant les personnes que vous savez intéressées aux questions de l'école à nous contacter ou à s'inscrire directement.

Le secrétariat du réseau école

mail : enseignement@pcf.fr

Téléphone : 01 40 40 11 56

édito

Une nouvelle ambition pour l'école

Le 2 mai 2006, s'est tenue, à l'initiative du réseau école du PCF, une rencontre nationale « Une nouvelle ambition pour l'école ». Un moment important qui aura réuni près de 400 participants et permis de faire le point sur l'état des propositions politiques pour l'école à gauche, mais également celles d'organisations syndicales ou associatives.

Marie-George Buffet aura notamment pu faire état du projet communiste pour « une école de l'égalité, de la justice et de la réussite pour tous ». Elle aura également exprimé la volonté d'organiser la riposte face au projet de remodelage de l'école tel que mis en œuvre par la droite. Elle aura surtout appelé à nourrir une nouvelle ambition pour l'école en s'appuyant sur une grande dynamique populaire.

Avec les contributions que nous publions ce mois-ci dans la Lettre du réseau école, vous trouverez le compte rendu intégral de cette initiative que nous appelons à prolonger, à tous les niveaux avec celles et ceux qui partagent l'ambition de battre la droite et de réussir une nouvelle étape de la démocratisation de l'école.

Bernard Calabuig

Membre du CEN du PCF

Responsable des réseaux école

Entretien avec Stéphane Bonnery

Parue dans Avant-garde d'Avril 2006

Aujourd'hui, l'École est-elle un lieu d'égalité, ou reste-t-on encore dans une logique de sélection ?

Les deux ! Pour comprendre l'évolution de l'école jusqu'à aujourd'hui, on ne doit pas choisir entre ces deux visions. Les avancées réelles de la démocratisation sont limitées par la sélection. Ce sera ainsi tant que nous vivrons dans une société où il y a des classes sociales : les dominés ont intérêt à conquérir davantage d'accès et de maîtrise des savoirs, les dominants ont intérêt à les limiter.

Fin XIXe siècle, la création de l'école républicaine a permis l'enseignement aux garçons et aux filles d'un programme national libéré de l'emprise religieuse. C'était aussi une « école primaire » au sens de « primitive » : le programme des savoirs enseignés était limité. Et il y avait ségrégation : c'était une école de pauvres, qui n'allaient pas au-delà du primaire, alors que les enfants de la bourgeoisie allaient au lycée dès 6 ans.

L'accès démocratisé au collège (années 1960), au lycée (années 80) et à l'université s'est chaque fois accompagné d'une politique de filières différentes, les enfants du peuple étant poussés vers des sorties du système scolaire précoces, vers des diplômes permettant peu de poursuites d'études. Or, élèves et étudiants ont souvent envie de poursuivre quand ils ont obtenu un premier diplôme.

Aujourd'hui, la sélection se fait non plus seulement à « l'entrée » dans les formations, mais aussi « à l'intérieur » de la scolarité, par l'acquisition inégale des savoirs enseignés. L'échec n'est que relatif : 12% d'une génération sort de l'école sans aucun diplôme. Mais ce taux est de 59% pour les enfants d'ouvriers non qualifiés, contre 13% chez ceux d'enseignants et 16% chez ceux de cadres supérieurs. Le slogan trompeur « égalité des chances » induit que l'école doit être une compétition : on culpabilise les élèves (et leurs familles) de l'échec au lieu de considérer que c'est l'échec du système scolaire. On devrait plutôt défendre l'idée « d'égalité de réussite » pour que tous acquièrent jusqu'à 18 ans les mêmes savoirs

nécessaires à chaque futur citoyen et travailleur.

On assiste depuis quelques années à une offensive de l'idéologie du "c'était mieux avant" et à une remise en question du contenu des cours. Par exemple, on entend souvent dire que les jeunes sont moins cultivés que les générations précédentes, ou qu'avec le système ancien "ils ne faisaient pas une faute d'orthographe par mot comme aujourd'hui". Cette nostalgie se justifie-t-elle par des changements réels ?

Il faut rentrer un peu dans le détail, mais déjà, dire en bloc que le niveau baisse est une ânerie. Quand les scolarités des enfants du peuple étaient limitées au primaire, entre 1945 et 1960, le taux de réussite au « certificat d'étude primaire » (évaluant le lire-écrire-compter) ne dépassait guère 50%. Aujourd'hui, plus de 66% des garçons et 70% des filles décrochent au moins un bac !

Mais serait aussi faux de dire « tout va bien aujourd'hui ». Les attentes de la société envers l'école et de l'école envers les élèves n'ont cessé de croître. Être peu instruit dans une société qui l'est sans cesse davantage est plus pénalisant qu'autrefois.

Par ailleurs, le type de savoirs enseignés a évolué, plus complexe. L'orthographe et la syntaxe sont moins une priorité scolaire qu'autrefois, c'est clair. À côté de cela, par exemple en histoire, on n'enseigne plus « la vie du temps de Louis XIV » sous forme de récit / mémorisation mais le concept de « monarchie absolue ». Les nouvelles générations savent mieux manier des tableaux statistiques, etc. : les sciences économiques et sociales au lycée n'y sont pas pour rien.

Cette question des savoirs est essentielle. Leur apprentissage forme l'esprit. Patrons et ministres capitalistes ont intérêt à réduire les savoirs enseignés pour avoir des esprits dociles. L'argument du « petit niveau bien maîtrisé » est un prétexte : en réalité, les employeurs embauchent davantage les jeunes qui ont des diplômes avec des formations contenant de vrais savoirs et pas seulement un

apprentissage sur le tas. Car l'accroissement des découvertes scientifiques et techniques rend la formation « générale » de l'esprit nécessaire pour un futur métier qui évoluera obligatoirement.

La « nostalgie » pour l'école à l'ancienne porte aussi sur les méthodes. Retourner à l'inculcation de savoirs qu'il faudrait seulement mémoriser-répéter est suicidaire pour le développement de la société. Il faut développer la réflexion de l'élève sur ce qu'il apprend, mémorise. Mais comment réaliser cet objectif ? Peu de moyens existent pour former des enseignants à transmettre des savoirs sans cesse plus complexes à une population d'élèves qui n'a que l'école pour apprendre les choses scolaires. La rupture avec l'inculcation s'est souvent traduite par une pédagogie « attentiste », conception où l'élève doit apprendre tout seul et où l'on dévalorise les techniques d'apprentissages, la consolidation des savoirs découverts. C'est un « délit d'initiés » : l'école pénalise alors ceux dont les parents ne peuvent pas remplacer ce que l'école oublie d'enseigner. La droite s'appuie sur cette démocratisation des apprentissages arrêtée à mi-chemin pour essayer de revenir en arrière.

Les nouvelles formes de pédagogie à inventer doivent ainsi chercher à éviter à la fois l'inculcation conservatrice et l'attentisme libéral : l'école doit se sentir entièrement responsable d'enseigner à chacun les savoirs et de l'accompagner dans le développement de sa réflexion personnelle.

Pour toi, quelles seraient les mesures immédiates qui rendraient possible l'Ecole de la

réussite de tout-e-s ?

D'abord il faut doubler les moyens de l'État, jusqu'à 7% du PIB.

Mais il faut aussi utiliser ces moyens pour transformer l'école (et pas pour la laisser comme elle est) dans trois directions.

1) la lutte contre les inégalités : mettre en place un fonds de lutte contre les inégalités sociales et territoriales ; transformer la formation des enseignants au lieu de la laisser agoniser faute de moyens ; encourager les recherches (et leurs vulgarisations) sur les inégalités pour aider les enseignants au lieu de les culpabiliser

2) redéfinir la culture scolaire commune pour permettre une formation générale (littéraire, scientifique, technique, artistique et sportive) en phase avec les évolutions d'une société toujours plus instruite, pour former des individus émancipés et capables de comprendre le monde et les choix à faire dans chacun des domaines de la société

3) repenser les liens entre formation initiale et formation tout au long de la vie. Pour les patrons, la possibilité de formation des adultes justifie la baisse d'exigence sur l'école unique. Au contraire, une formation initiale complète et riche est la meilleure garantie pour que les formations au long de la vie soient bénéfiques. Il est complémentaire d'améliorer la formation initiale et de créer une sécurité d'emploi ou de formation.

Des idées pour l'Ecole

Quelques propositions d'Eveline Charmeux

Préalable n°1 :

Un système scolaire cohérent se doit de faire coïncider la fin de l'enseignement obligatoire avec la majorité civile, c'est à dire, 18 ans.

Préalable n°2 :

Des travaux suffisamment nombreux et scientifiquement crédibles insistant sur l'importance des apprentissages avant 6 ans, si l'on veut diminuer le rôle de l'injustice sociale dans l'échec scolaire, permettent d'affirmer que l'enseignement devrait être obligatoire à partir de 3 ans, ce qui confirme la place déterminante de l'Ecole Maternelle dans la scolarité.

Préalable n°3 :

L'objectif majeur de l'Ecole n'est pas de « former » les enfants (on n'a aucune « forme » à leur donner), mais à les équiper tous des outils indispensables à leur réussite sociale, professionnelle et personnelle.

Préalable n°4 :

La vie d'aujourd'hui exige dans tous les domaines une mobilité matérielle et surtout intellectuelle qui doit figurer dans les objectifs de l'éducation : les élèves doivent non seulement apprendre des savoirs, mais surtout apprendre à réapprendre et à remettre en question ce qu'ils ont appris.

Préalable n°5 :

Il est essentiel que le système éducatif soit conçu comme un système cohérent, dont chaque étape est en relation de continuité avec la précédente comme avec la suivante, et que des objectifs précis soient définis pour chacune de ces étapes.

Si l'on admet ces préalables, les quinze années de la scolarité obligatoire pourraient avoir l'organisation suivante, en trois grandes périodes :

1. Première période, de 3 à 8 ans : construction des outils pour apprendre (cycles 1 & 2 de l'école primaire).
2. Deuxième période, de 8 à 13 ans : construction des savoirs requis par l'Institution, dans les diverses disciplines.
3. Troisième période : construction des savoirs sur les savoirs (méta-savoirs) et leur réinvestissement dans la vie sociale :

Détails des contenus de chaque période.

1. Construction des outils pour apprendre : 3 à 8 ans (= cycles 1 & 2 de l'école primaire)

Ce sont :

- ▶ La motricité et les pouvoirs sensoriels, où, on le sait aujourd'hui, se construisent l'essentiel des capacités intellectuelles, outil qui représente la discipline la plus importante à cet âge. Comme le dit Robert Mérand, il s'agit d'explorer les trois milieux de notre univers : le milieu terrestre (apprendre à marcher, courir, ramper, enjamber etc.) ; le milieu aquatique (commencer à résoudre les problèmes de respiration, d'équilibre et de propulsion que pose ce milieu) et le milieu aérien (apprendre à sauter, grimper, tomber, escalader etc.)

- ▶ Le pouvoir de communication, verbale et non verbale, orale et écrite (lecture et production d'écrits). Où l'on voit bien que la lecture, pour importante qu'elle soit, n'est pas le seul contenu d'enseignement de cette période...
- ▶ La pensée scientifique, c'est-à-dire la forme de pensée qui procède par hypothèses et a besoin de vérification (ce que Descartes appelle le « doute méthodique »), facteur essentiel de tolérance et d'ouverture d'esprit, dont on sait bien qu'il est complètement étranger aux formes spontanées de l'esprit humain et qui doit donc être mis en place le plus tôt possible ;
- ▶ Le pouvoir d'abstraire, c'est-à-dire de repérer des propriétés abstraites communes à des objets concrets différents en apparence, pouvoir indispensable à n'importe quel savoir disciplinaire, notamment en mathématiques, mais aussi en lecture et dans la construction de tous les savoirs scolaires et non scolaires;
- ▶ La prise de risques calculés, et la créativité, indispensables à la sensibilité artistique, à l'autonomie, et même à la réussite en tous domaines, dont on peut dire, sans risquer l'erreur, qu'elles font cruellement défaut aux adultes que nous sommes...
- ▶ La motivation des apprentissages, c'est-à-dire, la réponse à la question fondamentale: « à quoi ça sert d'aller à l'école? ». Sur ce point, pas d'outils, ni de « méthodes » toutes faites ! Seules l'ambiance de la classe, la pédagogie de projets et la prise en compte des enfants et de leurs savoirs-déjà-là, pourront atteindre cet objectif.

2. Construction des savoirs requis par l'Institution : 8 à 13 ans (= cycle 3 de l'école primaire et premier cycle du collège, auquel il devrait être étroitement associé)

- ▶ Découverte de la notion de discipline d'enseignement (notion pas évidente du tout pour les enfants, d'autant moins que les disciplines ne sont qu'une grille de lecture abstraite du réel et qu'elles n'existent pas dans le monde qui environne l'enfant)
- ▶ Les contenus disciplinaires relatifs à cette période, tels qu'ils apparaissent dans les nouveaux programmes de 2002 sont satisfaisants et peuvent être conservés tels quels

3) Construction des savoirs sur les savoirs (les méta-savoirs) : 13 à 18 ans (= second cycle du collège et lycée)

C'est pour cette période qu'il faudrait modifier en profondeur les habitudes et les programmes. Notamment, arrêter les apprentissages sur programmes disciplinaires tels qu'ils sont conçus aujourd'hui, pour organiser TOUS les apprentissages autour de la découverte du monde du travail et de l'organisation sociale de notre démocratie : comment les savoirs acquis précédemment sont réinvestis dans la vie, les professions d'aujourd'hui et d'hier, leur histoire, les techniques et les théories scientifiques mises en jeu etc. Le tout assorti de stages en entreprises, analysés et théorisés ensuite en classe.

L'objectif ici serait qu'entre la 4ème de collège et la terminale, les élèves aient pris connaissance de toutes les orientations professionnelles possibles, afin qu'une orientation enfin positive et choisie puisse avoir lieu pour chaque élève.

4) Un baccalauréat pourrait sanctionner tout ce parcours, avec comme épreuve principale un mémoire personnel sur l'orientation professionnelle choisie

5) Alors seulement pourraient s'engager des études professionnelles longues ou courtes, choisie enfin en connaissance de cause.

Ce sont là quelques idées destinées à proposer une alternative à la lancée dans l'apprentissage dès 14 ans, et aussi pour répondre au refus manifeste du travail scolaire au collège, de la part des adolescents.

Appel de l'assemblée générale sur l'éducation

4^e Forum Social Européen – Athènes - 7 mai 2006

Nous, acteurs de l'éducation, mouvements, organisations, syndicats, associations et différentes composantes de la société civile qui ont participé au Forum Social Européen d'Athènes, proposons à toutes les organisations concernées par l'éducation en Europe l'appel suivant :

Cet appel est adressé à tous, au personnel travaillant dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités, dans le secteur non formel et les activités de loisirs, aux lycéens, aux étudiants, aux familles, au monde de la culture, de la science, de l'art et du spectacle, aux parlementaires, aux élus, aux organisations syndicales et associatives, à tous les salariés et à leurs organisations syndicales européennes.

Nous réaffirmons les principes de la Plateforme mondiale de lutte adoptée par la Charte du Forum de l'Education en 2001, par le troisième Forum Mondial de l'Education en 2004 et par le Forum Social Mondial de Caracas en 2006.

1/ L'éducation globale est un bien public mondial prioritaire et un droit humain inaliénable qui influence toute la vie des gens. L'éducation est un enjeu de fond dans le cadre des besoins sociaux des travailleurs.

2/ Ce droit est essentiel pour l'accès à tous les autres droits, pour la construction de valeurs basées sur la solidarité, pour l'émancipation et la pratique de la citoyenneté

3/ L'état et les politiques publiques en général doivent assurer à tous les moyens nécessaires à la réalisation et à la promotion de ces droits.

4/ C'est un devoir de l'état de garantir, sans discrimination ni exclusion en relation avec la nationalité, la religion, l'ethnie, le genre, la classe sociale et les orientations sexuelles, le plein droit à une éducation publique substantielle et de haute qualité, à tous les niveaux du préscolaire à l'université, comme part du service public.

Pour toutes ces raisons, nous sommes contre toute politique néolibérale en éducation et en formation, comme celle mise en œuvre par l'Union Européenne (cf la directive Bolkestein, l'AGCS, le processus de Bologne, la Déclaration de Lisbonne, etc).

- ▶ Contre la subordination de l'éducation aux besoins du marché
- ▶ Contre l'augmentation des fonds privés ou de partenariats public-privé pour financer les écoles
- ▶ Contre le renforcement des inégalités sociales qui renforce l'exclusion sociale
- ▶ Contre l'appauvrissement et la nouvelle conception des programmes qui soumettent l'éducation à la logique du marché
- ▶ Contre la précarisation des personnels travaillant dans les écoles, des jeunes, des travailleurs du domaine socio-éducatif et contre l'introduction et la consolidation de toutes les modalités de travail flexible
- ▶ Contre le racisme et le néofacisme

C'est pourquoi l'éducation, comme droit inaliénable de tous, doit être un service public de grande qualité.

Pour cette raison, nous sommes absolument déterminés à nous battre :

- ▶ Pour une augmentation des investissements publics dans l'éducation (au moins 7 % du PNB).
- ▶ Pour le développement de la pensée critique et le plein exercice de la citoyenneté active.

- ▶ Pour le développement de la scolarisation des jeunes enfants dans le service public.
- ▶ Pour une recherche et un enseignement supérieur mis prioritairement au service de la création et de la promotion démocratique des savoirs.
- ▶ Pour l'acquisition des qualifications nécessaires et convenant au développement de chaque jeune.
- ▶ Pour l'affirmation de la différence des genres et l'égalité d'accès et des droits. Pour une éducation qui ne véhicule pas de stéréotypes masculins.
- ▶ Pour une formation de haut niveau et de meilleures conditions de travail pour tous les employés du secteur de l'éducation.
- ▶ Pour l'intégration, à tous les niveaux de l'éducation, de tous les jeunes à besoins particuliers.
- ▶ Pour l'accès gratuit à tous les niveaux de l'éducation des immigrants et des réfugiés et pour la reconnaissance des différences culturelles et linguistiques comme valeur commune.
- ▶ Pour la participation active des jeunes à la transformation sociale et pour le plein exercice de leurs droits.
- ▶ Pour la réduction des dépenses de guerre et l'augmentation substantielle des budgets de l'éducation.
- ▶ Pour une école laïque.
- ▶ Pour la promotion de la paix, de la coopération, de la solidarité, pour les droits humains pour tous sans discrimination .
- ▶ Pour un statut des étudiants.
- ▶ Pour une éducation intégrant comme un droit la formation des salariés tout au long d'un parcours professionnel sécurisé, choisie par le salarié et reconnue comme qualification dans le cadre de conventions collectives européennes.

C'est dans cette perspective que les écoles, les établissements d'enseignement supérieur, les activités de loisir et tous les espaces d'éducation doivent devenir un lieu public démocratique et collectif qui accueille, reconnaisse, valorise et crée des relations entre les différents acteurs (enseignants, étudiants, parents et la communauté) qui participent au processus éducatif.

Pour toutes ces raisons, il est crucial durant la prochaine période :

1. de continuer à élargir le nombre d'organisations et de mouvements impliqués dans le réseau et qui défendent l'éducation. Il est aussi nécessaire de renforcer l'implication des mouvements d'étudiants, des associations de parents, des syndicats et d'autres organisations et mouvements variés. **La lutte pour une éducation publique et gratuite nous concerne tous.**
2. D'organiser sur l'éducation des journées d'action commune sur la base de cet appel et avec ce slogan : **nous soutenons l'éducation publique et gratuite à tous les niveaux, pour tous sans discrimination. Nous combattons la privatisation. Nous rejetons une éducation fondée sur le libre marché.**
3. Nous **appelons à une semaine européenne d'action** contre la marchandisation et la privatisation de l'éducation, la 3^{ème} semaine de novembre par exemple. Nous appelons à toutes les actions des étudiants décidées le 17 novembre, journée internationale des étudiants.
4. Si le réseau des services publics décide d'un jour commun d'action, nous soutiendrons et appellerons à participer à cette action.
5. Nous demandons que ces actions soient intégrées à l'appel de l'Assemblée des mouvements sociaux du 4^e Forum Social Européen.

L'École, une nouvelle ambition

Rencontre nationale à l'initiative du PCF

Mardi 2 mai 2006 à Nanterre (92)

L'École, une nouvelle ambition

Rencontre nationale à l'initiative du PCF

Mardi 2 mai 2006 à Nanterre (92)

Avec la participation de :

- ▶ Marie-George Buffet (PCF)
- ▶ Michel Vignal (MRC)
- ▶ Gérard Aschiéri (FSU)
- ▶ Claude Roiron (PS)
- ▶ Patrick Gonthier (UNSA)
- ▶ Eveline Charmeux
- ▶ François Coq (MARS)
- ▶ Samuel Johsua (LCR)
- ▶ Karl Stoekel (UNL)
- ▶ Eric Favey (Ligue de l'enseignement)
- ▶ Manuel Blasco (UEC)
- ▶ Bernard Calabuig (PCF)

Restitution des interventions

Bernard Calabuig

Membre du comité exécutif national du PCF
chargé de l'école

En organisant cette initiative sur l'école, le PCF entend contribuer à poser les jalons de la résistance à l'offensive de de Robien et de la droite contre le système public d'éducation et aussi ouvrir le chantier de la transformation progressiste de l'école en s'attaquant prioritairement aux causes des inégalités.

En 1945, Paul Langevin et Henri Wallon traçaient la voie dans leurs plans d'une école de la réussite pour tous en écrivant qu'il faut donner la possibilité effective à tous les enfants de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée quelle que soit la situation de fortune de leurs parents.

60 ans après, il est indéniable que si l'accès aux connaissances et savoirs s'est élargi, les inégalités persistent, voire d'aggravent, sous l'effet des politiques mises en oeuvre.

Devant cette situation, nous considérons qu'une réaction d'ensemble des forces progressistes est aujourd'hui, plus que jamais, une nécessité, pour mettre en échec cette politique.

Mais pour la crédibilité même des luttes, pour qu'elles prennent l'ampleur nécessaire, chacun sent bien aussi l'urgence qu'il y a à ouvrir des perspectives sur des solutions novatrices.

Qu'est-ce que la gauche a à dire sur l'école ? Quelle alternative pour sortir de la crise par le haut ? Quel est le point de vue aussi des organisations syndicales et associatives dans leur champ d'activité respectif ? C'est le sens de la rencontre de ce soir.

Le PCF a édité un projet « Pour une école de l'égalité, de la justice, de la réussite pour tous ». C'est une contribution au débat pour définir les grandes lignes de transformations indispensables. Ce projet a été décliné en proposition de loi. Annie David, sénatrice, présente parmi nous, a pris une part très importante à sa rédaction, qui a été déposée au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Cette soirée permettra donc de confronter les analyses et propositions que nous livreront nos invités. Se succéderont, à la tribune : Marie-George Buffet (PCF), Michel Vignal (MRC), Gérard Aschiéri (FSU), Claude Roiron (PS), Patrick Gonthier (UNSA Éducation), Eveline Charmeux (Chercheure), François Coq (MARS), Karl Stoekel (UNL), Samuel Johsua (LCR), Eric Favey (Ligue de l'enseignement) et Manuel Blasco (UEC).



Marie-George Buffet

Secrétaire nationale du PCF

Il y a quelques semaines, la droite a été contrainte de reculer. Les jeunes, les salariés ont obtenu le retrait du CPE, la première grande victoire du mouvement social depuis 2002. Victoire qu'on le veuille ou non, en grande partie due à la mobilisation des jeunes lycéens et étudiants eux-mêmes. Il y a un an, les mêmes s'étaient mobilisés contre la loi Fillon et lors de la campagne référendaire, nous avons assisté dans les facultés à des formidables débats contradictoires sur l'avenir de l'Europe, le contenu du projet de traité constitutionnel. Et puis, entre les deux, nous avons connu l'embrasement d'un certain nombre des quartiers populaires; embrasement qui pourrait de nouveau d'ailleurs s'exprimer dans les jours qui viennent : je dis cela parce que j'en sens les prémices ces jours derniers.

Ces irruptions répétées des jeunes dans le mouvement social et le champ politique expriment certainement une très grande souffrance de leur part face aux discriminations dont ils sont victimes, à la non-reconnaissance de la société sur ce qu'ils sont, portent, peuvent apporter demain; une très grande inquiétude pour l'avenir. Vous vous rappelez peut-être de ce sondage paru y a quelque temps où les jeunes, en majorité, se voyaient vivre moins bien que les générations précédentes. Donc expression de souffrance, de révolte mais aussi d'exigence de respect de leurs droit, de l'accès aux connaissances, à la formation, à la qualification et de l'accès au monde du travail, mais aussi à la prise de parole citoyenne. L'école est ou doit être actrice. Nous tous ici, élèves, parents, citoyens, militants, nous en mesurons l'importance, et nous sommes déterminés à agir pour une nouvelle ambition pour l'école, une école de l'égalité, de la réussite pour tous.

Bien sûr, ce débat n'est pas nouveau et je pense que chacun a eu l'occasion, ces dernières années de participer à une action pour la défense de l'école. On a mené des combats pour les moyens contre la suppression des postes, la fermeture de classes, de maternelles. Nous nous sommes battus pour la laïcité, pour que les équipes pédagogiques restent unies et ne soient pas externalisées ou décentralisées, pour la formation, pour plus d'adultes qualifiés, pour un haut contenu pédagogique. Et c'est vrai que nous avons connu une démocratisation avec les fameux 60% de classes d'âge qui atteignent le Bac. Mais cette démocratisation est grippée, faute de moyens pour permettre à chacun d'accomplir son parcours scolaire. Manque de moyens mais aussi crise sociale. On a beaucoup demandé à l'école ces dernières décennies. On lui a demandé d'enseigner, de régler les problèmes de violence, d'être assistant social, médecin, éducateur, de jouer un peu le pansement des crises et dérives de la société, dans un contexte d'appauvrissement où on a commencé à parler, en France, de salariés pauvres, où le chômage, la précarité se sont installés de façon permanente, où de nouvelles populations sont venues nous rejoindre, extrêmement fragilisées.

Mais nous vivons aujourd'hui une étape nouvelle car la droite aujourd'hui est en train de s'appuyer sur les difficultés réelles que connaît l'école ; le sentiment partagé dans une partie de la population que l'époque est porteuse d'échec scolaire, que l'école ne joue plus son rôle de valorisation, d'ascenseur social, de source d'égalité qui permet à chaque enfant d'avoir accès aux connaissances. La droite s'appuie sur les difficultés que les politiques libérales ont créé pour dire que l'école telle qu'elle est ne correspond plus et qu'il faut modifier ses objectifs mêmes. Et on critique sa démocratisation, son exigence de haut niveau de connaissance. En fait, on veut, selon la droite, l'adapter aux possibilités des enfants avec des orientations précoces, l'apprentissage à 14 ans, baisser le seuil commun des connaissances pour une grande partie de la jeunesse, reproduire les inégalités sociales et territoriales et faire une école du mérite. On le voit bien dans ce département avec Sarkozy à sa tête où, à travers ses internats d'excellence, on serait un peu comme au 19^{ème} siècle lorsque la bourgeoisie choisissaient ses gentils pauvres qu'on essayait d'accompagner pour qu'ils sortent de la situation qu'ils connaissaient. C'est un peu le discours qu'a porté Sarkozy ce soir à l'Assemblée nationale, lorsqu'il nous a expliqué comment il fallait choisir les immigrés - ceux qui allaient contribué à l'enrichissement de notre pays, et barrer la route à ceux qui n'étaient qualifiés, pas aptes, comme il dit, à s'intégrer. Alors bien sûr, il y a un problème de moyens. On a supprimé près de 45 000 emplois dans l'Education nationale. Il y a un assèchement des postes, on en parlait tout à l'heure avec le représentant des professeurs d'éducation physique en lutte avec seulement 400 postes prévus au concours. Bien sûr, il y a les attaques contre les ZEP. Mais nous ne sommes pas simplement dans une phase où on veut réduire les moyens pour économiser. Nous sommes dans une nouvelle étape visant à placer l'école en adéquation avec le projet de société libérale. On veut former les êtres humains selon les besoins à court terme d'une logique de rentabilité la plus immédiate possible. Alors que nous aurions besoin d'hommes et de femmes qui, par leur accès aux connaissances, leur esprit critique pourraient produire une nouvelle citoyenneté, étape de la démocratie dans l'échange, la coopération pour faire de la planète un village où l'on vivrait libres et égaux, avec un haut niveau de culture commune permettant un esprit critique, une très grande qualification pour faire face aux besoins, à de nouvelles croissances, au défi du développement durable, pour bâtir une nouvelle conception même de l'emploi où chaque individu sera conduit à une mobilité constructive, choisie avec des périodes d'emploi et de formation lui permettant d'évoluer, d'apporter à la société, tout au long de son parcours professionnel, dans une sécurité d'emploi et de formation. Alors qu'on a besoin de créativité, la droite, à l'appel de la Commission européenne «éducation et formation 2010» veut rabaisser les objectifs de l'école, les moyens qui lui sont consacrés, mais aussi les contenus et aller vers une sorte de marchandisation du monde éducatif.

Rappelons qu'à l'origine, l'Organisation Mondiale du Commerce, à travers l'accord général sur le commerce et les

services, voulait absolument tout marchandiser et qu'il a fallu se battre pour faire en sorte qu'un certain nombre de domaines, pour l'instant, soit préservé de ce tout marchand. Mais l'éducation reste dans la ligne de mire, on le voit avec ce qui se passe en Grande-Bretagne avec la loi qu'a fait voter Blair, non par les Travaillistes, mais avec le soutien des Conservateurs au Parlement britannique. Par rapport à cela, bien évidemment nous avons besoin de la mobilisation de la communauté éducative, ce que vous faites, ce que font les organisations syndicales, de jeunesse. Mais nous avons également besoin de travailler à une réponse politique suffisamment forte et audacieuse pour reconstruire tout ce que la droite a démolé et répondre aux exigences que notre peuple est en droit d'avoir. Pour cela, nous avons besoin d'un débat clair à gauche et c'est ce que nous allons essayer de faire ce soir.

La gauche a été trois fois au pouvoir et trois fois a débouché sur une déception sanctionnée par une alternance avec une droite de plus en plus réactionnaire et violente. Parfois la gauche a repris les chemins de la droite sur le dégraissage de l'Éducation nationale ou une conception rabougrie des objectifs dont il faut débattre. Quelle ambition pour l'école? Allons-nous, oui ou non rompre avec la reproduction des inégalités de classes? Allons-nous construire, oui ou non, une école de la réussite de tous? Allons-nous, oui ou non donner à chaque enfant les moyens de son émancipation intellectuelle? Quels moyens allons-nous donner à l'école? Allons-nous dégager les moyens suffisants, ce qui veut dire rompre avec le dogme du déficit public par la réduction des dépenses utiles et sociales, transgresser ce dogme du pacte de stabilité et dégager des moyens pour l'école comme pour la santé et la recherche, en réalisant une véritable réforme de la fiscalité permettant, par de nouvelles tranches de l'impôt sur le revenu, d'aller chercher l'argent aujourd'hui inutile dans les grandes fortunes, ou par l'impôt sur les sociétés, dans les revenus financiers pour rendre cet argent utile au niveau de l'école, la recherche, ou santé.

C'est d'un débat populaire et citoyen dont nous avons besoin. Parce que plus nous construirons des réponses pour l'école, tous ensemble, plus nous serons en capacité de rassembler la gauche sur ce projet, de la faire gagner; plus nous serons en capacité, une fois, comme je l'espère, la gauche de nouveau majoritaire, de faire en sorte qu'elle ne déçoive pas, qu'elle applique et mette en oeuvre réellement le projet que nous aurons construit, c'est-à-dire une nouvelle conception du pouvoir où les hommes sont acteurs non seulement de l'élaboration de leurs propositions, mais aussi de leur entrée dans la vie.

Je verse, par rapport à cela, quelques propositions élaborées par les communistes dans la confrontation avec les acteurs du monde éducatif et traduites par une loi au Sénat. Nous avons cherché à partir des trois missions fondamentales que nous pouvons assigner à l'école : former l'homme, le travailleur, le citoyen. Nous avons pour objectif de se donner les moyens de transmettre aux générations successives les savoirs, outils,

méthodes nécessaires pour comprendre le monde, s'épanouir en société, contribuer au progrès social. Cela suppose de faire accéder les jeunes à une culture commune de haut niveau. C'est la raison pour laquelle nous préconisons de porter l'âge de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans en excluant toute orientation avant la fin de la classe de 3^{ème}. Pour atteindre cet objectif, la lutte contre les inégalités dans et hors l'école doit devenir priorité absolue.

Tous les enfants sont éducatibles, tous les élèves peuvent réussir. Il n'y a pas de handicap socio-culturel qui tienne. Il faut conquérir une véritable gratuité de l'école. Cela veut dire relèvement des bourses, comme le demandent les organisations de jeunesse, et une allocation d'autonomie et de formation pour que les jeunes puissent aller au bout de leur scolarisation et qualification telles qu'ils la souhaitent. Nous demandons la création d'un fond national de lutte contre les inégalités sociales, territoriales ou résultant du fonctionnement même de l'institution scolaire. Afin de réduire les inégalités entre les établissements nous proposons de définir nationalement un « socle commun » matériel et pédagogique exigible dans chaque établissement pour assurer gratuitement un enseignement de qualité.

Nous devons développer la qualification des acteurs du système éducatif et en conséquence, faire bénéficier les enseignants d'une formation continue qui leur permettent d'inventer des pratiques pédagogiques adaptées aux caractéristiques des élèves ; proposons de porter l'effort financier de l'Etat en faveur de l'Éducation nationale à 7% du PIB et de lancer un grand plan de recrutement et formation des professionnels de l'Éducation nationale dans le cadre du statut de la Fonction publique, bien évidemment. IL faut revaloriser le métier d'enseignant et les conditions de travail des personnels.

Nous faisons également une série de propositions tendant à créer de nouveaux outils communs de diagnostic et d'initiative dans le domaine pédagogique, qui devraient être mis à disposition des personnels, parents et élèves eux-mêmes ; revaloriser les voies techniques et professionnelles de formation dans le service public, conduisant à la fois à une culture générale de haut niveau, commune avec celle délivrée dans les filières généralistes et à des qualifications de qualité pour tous, socle indispensable pour accéder plus tard à une formation continue efficace. De même, nous considérons que le service public d'éducation a un rôle plus important à jouer en matière de formation continue des travailleurs dans le cadre des nouvelles conceptions de l'emploi telles que je le rappelais au début.

Nous avons besoin de plus de citoyenneté dans nos établissements. Les lycéens doivent avoir droit à un échange collectif, à la pratique d'un débat, politique et syndical, au respect de leurs luttes, c'est pourquoi, une nouvelle fois, je vous appelle à signer la pétition pour l'amnistie de tous ceux qui ont été condamnés suite à leur combat pour le retrait du CPE.

Il faut également un véritable statut de parents délégués bénévoles associatifs ouvrant des droits comparables à ceux des délégués du personnel pour les salariés dans l'entreprise.

Enfin, toutes les structures de concertation à distance qui ne jouent trop souvent qu'un rôle symbolique doivent être réformées afin de leur donner plus de pouvoir et démocratiser leur fonctionnement. Toutes ces propositions, nous les mettons bien évidemment en débat auprès des citoyens, de tous les acteurs de l'Éducation nationale pour contribuer à édifier un projet suffisamment solide afin de riposter à celui de la droite et créer de nouvelles ambitions pour l'école.

C'est d'une mobilisation énorme dont nous avons besoin pour lutter et débattre. Si nous nous donnons tous ensemble l'objectif de battre la politique de la droite sur l'école et réussir, à gauche, une nouvelle ambition pour l'école, nous allons, je pense, mobiliser et créer une profonde dynamique populaire et citoyenne et j'espère que la réunion de ce soir y contribuera. Je vous remercie.

Michel Vignal

Secrétaire national à l'éducation du MRC

L'école est une question centrale, puisque école et république sont intimement liées depuis la Révolution française. Et le futur républicain de la FRANCE dépend grandement de son école publique et laïque. Je voudrais développer ces 4 idées:

1) Face à une crise généralisée, pour redresser l'école, il faut réaffirmer sa mission première.

Il y a une crise généralisée aux multiples facettes:

- ▶ crise sociale liée à un chômage de masse, qui n'est pas dû à l'école, mais qui la sape dans sa vocation de promotion sociale,
- ▶ crise de la démocratie, avec cette montée de la barbarie néo-libérale, qui détruit les fondements de la politique et la confiance dans les idées et savoirs,
- ▶ crise conjointe de la nation citoyenne et de l'Europe, cette dernière étant de plus en plus perçue comme un relais de la mondialisation libérale.

Et pourtant, la résistance se manifeste: le non au référendum, le refus du CPE (outil de normalisation libérale) le montrent. L'école est traversée par ces contradictions: elle n'échappe pas à la crise et l'adaptation libérale de ses contenus et fonctionnement. En même temps, s'y manifestent des facteurs de résistance, des possibilités de redressement et de transformation.

L'école est une institution majeure d'un Etat républicain à construire, car c'est le savoir, la connaissance qu'elle dispense qui libèrent l'homme de son ignorance. Elle donne donc par la culture, à chaque élève, la possibilité de construire sa propre émancipation. Cette école doit préparer à un métier et une fonction sociale, mais aussi parce qu'elle est laïque, elle apprend à chacun à juger selon sa propre conscience, à penser librement et devenir un citoyen souverain. Finalité qui doit concerner tous les élèves, y compris les enfants des familles les moins cultivées, d'où le défi de la démocratisation qui doit élever le niveau général de formation, sans renoncer à la qualité, sans réduire les savoirs fondamentaux essentiels, et cela dans toutes les disciplines scolaires.

La démocratisation, pour un républicain de gauche, c'est l'accès du plus grand nombre à un enseignement exigeant, qui offre à chaque élève la faculté d'aller jusqu'au bout de ses possibilités, en refusant les facilités et adaptations démagogiques, là au nom de ségrégations socio-culturelles subies, ailleurs aux intérêts du marché et aussi aux formes de crétinisme télé-visuelles.

2) Pour redresser, voire refonder l'école, la gauche doit refuser les faux remèdes:

a) Faux remède: réduire les savoirs enseignés et ne plus centrer l'école sur l'élévation par le savoir.

Dans une certaine critique de gauche, mélange d'esprit libertaire et libéral, on a vilipendé le savoir comme discriminant, dénigré la culture classique, l'orthographe, la grammaire et autres... pour magnifier la spontanéité et la créativité de l'enfant. La considération du savoir a été abaissée. Aujourd'hui, la loi FILLON propose de réduire les enseignements de la scolarité obligatoire à un socle à minima des indispensables pour hiérarchiser les formés aux besoins de la globalisation libérale. Moins de connaissances et les premières victimes seront les enfants des couches populaires qui ne bénéficient pas de cours particuliers et des bons établissements.

b) Faux remède: le retour à l'apprentissage à 14 ans, voulu par Villepin, qui remet en cause la scolarité à 16 ans décidée en 1959, et qui est une manière de stigmatiser et appauvrir un peu plus les jeunes sous-prolétaires de banlieue et de les traiter comme des laissés pour compte. La loi égalité des chances vole honteusement son nom.

c) Faux remède: l'autonomie des établissements, établie par la loi de 1989 et que Sarkozy veut accroître. Elle aboutit à différencier les établissements selon leur environnement socio-culturel, développer des concurrences, favoriser les parents-consommateurs d'école et instituer, de fait, l'inégalité. D'un côté, les écoles-ghettos, de l'autre les lycées de grande réputation.

Le MRC ne veut pas que l'école soit assujettie aux féodalités locales et se prononce contre le processus actuel de décentralisation et de concurrence.

d) Faux remède : l'adaptation pédagogique à tout prix, sans exigence, pour faire du chiffre. La pédagogie est nécessaire. Mais la pédagogie n'est pas une finalité; elle doit être au service des contenus enseignés et niveaux à atteindre. A force d'adaptation sans mesure aux élèves, on a adapté les programmes, rendu les examens plus faciles, attribué des diplômes dévalorisés et de fait abaissé les capacités scolaires d'une partie des élèves. Résultats:

- ▶ 20% des élèves ne lisent pas couramment en 6ème
- ▶ 30% de ceux de 3ème ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux d'une indispensable culture générale.

Nous avons, en 1985, avec Jean-Pierre Chevènement, ministre, voulu augmenter le nombre de lycéens (les 80% au niveau du bac), mais fallait-il que 81% des candidats obtiennent le Bac en 2005, alors que c'était le cas de 62% en 1985 parmi ceux qui le passaient ? L'examen a été rendu plus facile pour faire du chiffre. Conséquence: 40% des étudiants du Supérieur échouent lors de leur 1ère année au Deug, car ils sont insuffisamment préparés au lycée comme à l'université.

La sélection a lieu pendant la licence et les étudiants d'origine modeste ont plus de mal à accomplir des études universitaires de qualité. La démocratisation est donc encore largement à accomplir.

Elle devrait commencer dès la maternelle et le CP.

3) Pour réussir la démocratisation, la gauche doit mettre l'accent sur la qualité et donc sur l'effort et le travail.

Moins d'Etat, de crédits budgétaires, c'est plus de renoncement, d'inégalité. On le voit aujourd'hui, avec la réduction de 30% des postes aux concours,

La qualité, l'exigence doivent être les objectifs essentiels. Pour cela:

plus d'école, d'heures enseignées et dans toutes les matières, de soutien scolaire, d'études surveillées, d'efforts pour les ZEP, de surveillants et d'éducateurs pour assurer la sécurité et la vie scolaire, tout cela c'est plus de qualité et d'égalité,

mieux soutenir et conforter les enseignants, pour reconnaître aux professeurs l'autorité qui découle de leur fonction, pour valoriser leur magistère, c'est leur permettre de mieux accomplir la tâche difficile d'inculquer le goût de l'effort dans une société hédoniste, le sens du travail dans un monde qui applaudit la réussite par l'argent; donner la joie de comprendre; la fierté de s'élever dans une société où règnent le zapping et les démagogies télé-visuelles,

nous proposons de réformer les IUFM dans le sens d'une formation exigeante nourrie des valeurs républicaines et de créer des financements d'Etat pour aider des jeunes de milieu modeste à faire leurs études, s'ils s'engagent ensuite à servir l'Education nationale et d'autres services publics pendant 10 ans.

4) Reconstruire des bases solides dans les différents cycles d'enseignement.

▶ A l'école primaire, il faut revenir sur la réforme des cycles qui a largement échoué et instituer des programmes simples, structurés, rigoureux, qui redonnent toute leur place à une solide progressivité et au contrôle des acquisitions. La maîtrise des savoirs élémentaires est, en premier, de la langue française, est la clé de toute réussite ultérieure. Ces savoirs ne doivent pas être réduits.

▶ Au collège, le terme de collège «unique» est devenu une illusion qui dessert majoritairement les élèves. A partir d'une culture générale commune, qui doit être assurée jusqu'à 16 ans, nous souhaitons des options renforcées à partir de la 4ème plutôt qu'une indifférenciation desservant les élèves les plus en difficulté autant que les meilleurs.

▶ Le lycée, lui-même diversifié, doit retrouver partout qualité et exigence autour de la préparation d'un Baccalauréat qui doit rester un examen national anonyme. Nous sommes également favorables à la multiplication des lycées polyvalents, articulant voies générale, technologique et professionnelle avec les passerelles nécessaires entre les filières.

Le service public national de l'orientation doit être renforcé en liaison avec les enseignants, afin de lui donner plus de moyens et d'efficacité dans l'accomplissement de sa tâche.

Le travail est immense. Il faut des moyens financiers, mais ce n'est pas qu'une question de moyens. Il faut d'abord résister à l'air du temps, marqué par la crise persistante de l'éducation, à l'influence dominatrice de la forme de communication télévisuelle, si éloignée du travail scolaire et, aussi, aux critères de la mondialisation libérale. C'est la résistance qui fera se lever des potentialités de redressement et de transformation associant enseignants, parents, citoyens.

Pour le MRC, le combat est clair. Nous voulons une école publique forte, car nous aimons la République.

Gérard Aschiéri

Secrétaire général de la FSU

Il y a quelques semaines Le Point publiait une interview de moi où je répondais aux critiques de Jacques Marseille sur notre système éducatif et où je rappelais que l'école n'est pas une entreprise, c'est-à-dire que son efficacité ne doit pas être mesurée à l'aune d'une logique marchande. Cette publication m'a valu un nombre réduit mais significatif de messages et de lettres virulents, voire injurieux.

Si j'en parle c'est que je vois là l'expression d'un discours complaisamment répandu à droite sur le système éducatif. On y retrouve trois thèmes : le premier est que l'école échoue dans sa mission de transmission des connaissances, c'est le thème de la « Fabrique du crétin » complaisamment répandu par un livre récent ; le deuxième est que l'école est un lieu de gaspillage éhonté : on met des moyens sans cesse accrus et ça ne donne pas de résultats probants, bref on « arrose le sable » et il importe de cesser ce gâchis en réduisant les moyens ; le troisième est l'idée que tous ne peuvent ou ne méritent pas de réussir, que l'objectif de former tous les jeunes au plus haut niveau est illusoire et qu'il convient seulement de leur donner le viatique indispensable. C'est là le sens du socle commun ; on a souvent parlé de SMIC culturel ; je suis plutôt tenté de parler de RMI, ce minimum indispensable pour survivre mais pas pour vivre dans la plénitude d'une vie d'homme, de citoyen, de salarié ; c'est aussi dans cette perspective un instrument de tri social avec d'un côté ceux qui auront accès à des savoirs riches et formateurs et de l'autre ceux qui n'auraient droit qu'au socle et l'apprentissage à 14 ans. Inutile de demander quelle sera l'origine des premiers et des seconds.

Face à cette offensive il peut être tentant de rentrer les épaules et de courber la tête. Moi j'appelle au contraire à relever la tête et à dire avec force que notre système éducatif fonctionne bien, qu'au cours des 20 dernières années il a triplé le pourcentage d'une classe d'âge accédant au baccalauréat, que cela s'est fait avec un accroissement très limité de la part du PIB consacrée à l'éducation, que les jeunes qui sortent diplômés de notre système de formation ne sont ni crétins ni ignorants ; qu'ils savent plus de choses que par le passé, même s'ils font des fautes d'orthographe (mais dans les lettres injurieuses que j'ai reçues et qui ne proviennent pas de bacheliers récents, j'ai aussi trouvé quelques splendides fautes !). Mais nous devons dire avec la même force ce qui ne va pas et doit impérativement bouger : le nombre de jeunes sortant sans diplôme ni qualification qui ne recule plus, le pourcentage d'une classe d'âge accédant au baccalauréat et à des diplômes de l'enseignement supérieur qui ne progresse plus ; les inégalités qui persistent, la ghettoïsation de certains établissements où se concentrent l'échec, la difficulté d'enseigner et d'apprendre, les violences.

Et nous devons dans ce contexte réaffirmer avec force l'objectif de la réussite pour tous, celui d'un diplôme pour

tous avec l'élévation de l'âge de la scolarité obligatoire. Il ne s'agit pas d'en faire un acte de foi irréaliste mais de rendre cet objectif crédible en lui donnant les moyens de son effectivité. C'est un pari mais un pari qu'il faut se donner tous les moyens de gagner. Pas seulement parce que l'expérience montre que le diplôme est la meilleure assurance contre le chômage – car cet avantage est tout relatif – mais que la formation et la qualification des jeunes sont un levier indispensable du développement économique et social, parce qu'ils sont de nature à changer leur rapport au travail et le travail lui-même. Aussi parce qu'ils sont déterminants pour la citoyenneté et le « vivre ensemble ».

Rendre crédible l'objectif, gagner le pari qu'est ce que cela implique ? Je veux tracer rapidement quelques propositions sans vouloir être ni trop long ni exhaustif. D'abord investir encore plus dans l'éducation : la question des moyens budgétaires est décisive : on ne peut pas améliorer la situation sans des personnels qualifiés présents en nombre dans les écoles, les collèges, les lycées ; mais mettre des moyens pour l'éducation c'est aussi donner un signe politique fort aux personnels en leur disant que leur tâche est difficile, que l'objectif est ambitieux mais que la société va être résolument à leurs côtés.

Les moyens, il faut les programmer et les attribuer d'abord là où les besoins sont les plus importants, c'est-à-dire en priorité à l'éducation prioritaire ; en effet il faut relancer véritablement l'éducation prioritaire, sans redéploiement et surtout sans faire des établissements « prioritaires » des lieux de déréglementation : il s'agit de créer les conditions pour qu'on y apprenne et réussisse autant qu'ailleurs.

Une autre condition pour réussir est de faire évoluer le travail des personnels, pas seulement les enseignants. Pour cela il faut un effort particulier sur la formation : il s'agit notamment pour les enseignants de faire de ces métiers des métiers de pleine responsabilité où les personnels maîtrisent leurs pratiques et leurs choix en disposant des instruments indispensables. C'est pourquoi la formation ne doit pas se contenter de donner des recettes en utilisant le mode du campagnonage mais doit se faire encore plus et mieux en relation avec la recherche, avec une confrontation entre recherche et pratiques sur le terrain. L'autre évolution indispensable est le développement du travail en équipe, non pas en enjoignant aux enseignants de travailler collectivement mais en leur donnant les instruments nécessaires : des personnels présents dans leur diversité (CPE, CO-Psy, infirmier(e)s, assistant(e)s sociaux, administratifs...), de la formation et surtout du temps disponible (en réduisant notamment le temps devant les élèves).

Il faut aussi créer les conditions de la réussite avoir une politique qui se donne cet objectif tout au long du système éducatif : il n'y a pas de maillon faible mais il faut prévenir l'échec dès les premières années et y remédier tout au long de la scolarité, en n'oubliant pas le supérieur et notamment les deux premières années. Cela passe par une pluralité de

mesures qui s'articulent et qui incluent la constitution d'une véritable culture commune (et non un socle !) qui mette en relation savoirs, pratiques et compétences en donnant un sens aux apprentissages.

Je ne peux développer et je ne veux pas me lancer dans une énumération mais je veux en conclusion dire que si nous avons une ambition partagée pour les jeunes nous pouvons – quelles que soient nos différences ou nos divergences – débattre pour trouver des propositions qui donneront corps à cette ambition.

Claude Roiron

Secrétaire nationale chargée à l'éducation (PS)

Jamais l'école n'a été aussi menacée, elle est devenue le lieu-même de la politique répressive et réactionnaire de la droite qui se livre à un véritable démantèlement de l'école républicaine.

La diminution des moyens est drastique : 40 000 postes environ supprimés pour tous les types de personnels.

La question des moyens n'est certes pas la seule question mais c'est évidemment une question politique. La gauche au gouvernement a toujours fait de l'Education sa priorité et donc son premier budget prioritaire. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, cela ne l'est jamais quand la droite gouverne.

Les ZEP sont réduites à la portion congrue – 250 collèges pour toute la France

L'apprentissage est avancé à l'âge de 14 ans – mesure disons-clairement destinées aux catégories sociales défavorisées.

La marchandisation du soutien scolaire explose

Face à cela la gauche doit réagir. C'est pourquoi le Parti socialiste met l'école au cœur de son projet. Toutefois il ne faut pas demander à la seule école de corriger les inégalités qui ne cessent de croître dans la société.

Trois axes sont au cœur de nos réflexions :

Comment construire une école plus juste ?

D'abord il ne faut pas se laisser bernier par la nostalgie d'une école égalitaire qui n'a jamais existé.

Il faut ensuite affirmer fortement qu'il n'y a pas que des échecs dans l'école de la République. Mais ce que nous ne pouvons accepter, c'est que ces réussites ne soient pas partagées par tous et que les élèves qui réussissent à l'école soient d'abord les enfants des milieux socialement et culturellement favorisés.

Nous ne pouvons accepter que chaque année 65 000 élèves sortent du système scolaire sans qualification et 90 000 avec seulement un CAP.

Quelques pistes de réflexions sont actuellement en discussion :

- ▶ L'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire
- ▶ La création d'un grand service public de l'enfance
- ▶ La refonte de l'orientation trop souvent faite par défaut
- ▶ La multiplication du nombre d'adultes dans les établissements difficiles
- ▶ Une façon plus efficace d'associer les parents à la réussite de leurs enfants ?
- ▶ La place à donner aux associations ?

Deuxième axe de réflexion :

Comment offrir à tous une qualification durable alors que le marché de l'emploi se réduit comme peau de chagrin ? Les questions de la qualification et de la formation tout au long de vie sont déterminantes. C'est pourquoi la question de l'enseignement professionnel est fondamentale car elle est, pour les socialistes au cœur de l'égalité sociale.

Nous examinerons les questions suivantes :

- ▶ L'apprentissage sous statut scolaire
- ▶ La fluidité des parcours
- ▶ L'orientation des élèves.

Troisième axe de réflexion :

L'évolution du métier d'enseignant. Actuellement les enseignants sont dans une situation difficile. Maltraités par les gouvernements de droite, jetés par la droite en pâture à l'opinion public, rendus parfois responsables des échecs individuels, il faut leur redonner confiance en eux-mêmes, en l'école et en la gauche.

Pour cela il faut réfléchir aux nécessaires évolutions du métier : entrée dans la carrière, recrutement. Il faudra sans doute revoir la formation dans les IUFM qui ne donne pas toujours aux jeunes enseignants les outils nécessaires pour exercer leur métier.

Il faudra enfin penser à une véritable gestion des personnels, l'accompagnement au long de la carrière, mobilité professionnelle, prise en compte des difficultés.

Voici donc quelques pistes de réflexion qui sont au cœur du projet des socialistes à un moment où jamais la pression sur l'école n'a été aussi forte.

Je forme le souhait que cette question soit au cœur des débats de la gauche et que nous puissions l'imposer à l'opinion publique pour les échéances de 2007. C'est pour nous le meilleur moyen de résister au repli sur soi, au cloisonnement de plus en plus grand de la société car Victor Hugo le disait déjà «Ouvrir une école c'est fermer une prison».

Patrick Gonthier

Secrétaire général de l'UNSA Education

Cher(e)s ami (e)s, cher (e)s camarades, Madame la secrétaire nationale du PCF,

C'est avec plaisir que notre organisation syndicale, l'UNSA Education, a répondu à l'invitation du PCF à débattre d'une « ambition pour l'Ecole ». Le débat, la confrontation, l'échange est toujours préférable aux idées arrêtées. Il y a des mots réjouissants. « Ambition » en fait partie.

Au moment où nous nous réunissons, l'Ecole n'est pas à la fête. Budgets en régression, mesures rétrogrades comme celles sur les ZEP, la lecture (avec une véritable « normalisation ») ou l'apprentissage à 14 ans, mesures de flatterie à l'égard d'une opinion à qui on voudrait laisser croire que le conservatisme nostalgique pourrait être une réponse aux défis d'aujourd'hui et de demain. Les défis d'aujourd'hui peuvent être identifiés.

Il y a tout d'abord des réponses qui restent à apporter à la deuxième massification scolaire : celle qui couvre la période 85-95 et qui a permis de gagner 20 points en vingt ans (1966-1986), puis 25 points dans les neuf années suivantes dans l'accès au baccalauréat. Il faut conforter l'effort de ces dernières années. Effort consenti par la Nation, efforts déployés par l'ensemble des équipes éducatives jusqu'à l'université (la moitié des sorties du système scolaire se fait désormais à partir de l'enseignement supérieur) mais aujourd'hui effort contrarié par des budgets de renoncement, par l'absence d'objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés à l'Ecole et à ses personnels. Ces réponses devraient être au nombre de trois.

Il faut investir massivement dans l'éducation. Les budgets actuels n'empruntent pas cette voie. Malgré les discours, la dépense d'éducation après avoir progressé a reculé. La tentation est grande d'aller chercher des ressources auprès des collectivités locales (nous l'avons vu avec la décentralisation des personnels TOS) et de renforcer, sous couvert d'autonomie, la pression au niveau de l'établissement jugé sur ses résultats et donc incité à recruter de façon sélective. Cette logique, poussée à son terme, donnera, au bout du compte un système à trois étages : l'école publique, les établissements privés, les zones en difficulté. La tentation est tout aussi grande de confier à l'extérieur le traitement de la difficulté scolaire ou de l'accompagnement social. C'est la conséquence, pour l'Ecole, du plan Borloo. Il faut cesser d'« externaliser » à l'extérieur de l'Ecole les réponses à apporter. Il faut remettre l'Ecole au centre.

Il faut poursuivre la démocratisation du système. Celle-ci est en panne : les inégalités territoriales s'accroissent. L'échec scolaire est sélectif et touche essentiellement les milieux les plus en difficulté. Un indicateur du MEN livre son verdict (voir « Géographie de l'Ecole, mai 2005). C'est celui qui porte sur les résultats observés et les résultats attendus. Des

académies sont en deçà des « attentes ». Parmi celles-ci, Créteil, Versailles et aussi, parmi d'autres, Lille si fortement « taxée » lors de la carte scolaire. Les sorties sans qualification (15%) restent à un niveau inacceptable. Mais pour transformer l'Ecole, les moyens à eux seuls ne suffisent pas. Il faut imprimer une autre direction : cela touche différents domaines comme la formation des enseignants (il faut renforcer une professionnalisation de haut niveau), la vie des établissements, la taille des établissements, l'importance des professionnels de la santé et du social), mais aussi et surtout, il faut changer la « boîte noire » qu'est la classe et revoir l'appropriation des connaissances, l'évaluation, l'orientation, la qualification.

Il faut un ministère qui ait lui aussi de l'ambition et qui puisse porter au plus haut niveau d'exigence la formation initiale comme véritable socle commun novateur. Le socle commun que nous défendons n'est pas un « RMI scolaire » comme il a été souvent dit, mais la définition d'objectifs et de repères communs, connus de tous, assumés par l'équipe éducative. La formation tout au long de la vie doit être articulée avec cette formation initiale, elle doit la prolonger, l'amplifier ; elle ne peut être seulement réparatrice des dégâts économiques.

Mais pour apporter des réponses, il faut de la durée. L'Ecole, et avec elle la jeunesse, doit faire l'objet d'un consensus, d'une démarche de réforme fondée sur la consultation, la concertation, l'engagement sur le long terme. Il faut, sur ce point, ne pas abandonner l'ambition d'une loi pour l'Ecole mais emprunter des voies différentes de la loi d'orientation de 1989 que nous avons soutenue et de la dernière loi, celle de 2004 que nous avons dénoncée. Il faut évaluer et conforter, relancer et corriger, innover et inventer : faire autrement que ce qui a été fait pour la loi de 1989 qui, à notre avis, est restée en panne, faute d'ancrage dans le temps, faute de mobilisation. Il faut, contrairement à la loi Fillon sur l'Ecole, consulter « en vrai », en tenir compte, dégager des objectifs pour l'Ecole et non un saupoudrage de mesures qui dénaturent le rôle de l'Ecole, en affaiblissent son rôle, en affaiblissent sa mission.

N'oublions jamais d'où nous venons. C'est aussi important en syndicalisme qu'en politique.

Le Plan Langevin Wallon – que vous connaissez bien ici - a été un espoir trop vite remisé mais il reste toujours d'actualité. L'ambition qu'il affichait résonne encore aujourd'hui. Deux exemples tirés des premiers chapitres : « Le premier principe, celui qui par sa valeur propre et l'ampleur de ses conséquences domine tous les autres est le principe de justice », et encore, « L'enseignement doit donc offrir à tous d'égales possibilités de développement, ouvrir à tous l'accès à la culture, se démocratiser moins par une sélection qui éloigne du peuple les plus doués que par une élévation continue du niveau culturel de l'ensemble de la Nation ».

Vous en conviendrez, il y a des messages plus datés et des héritages plus encombrants que ceux-ci.

Eveline Charmeux

Professeur honoraire IUFM Toulouse et enseignant chercheur associé à l'INRP

Ce que je suis venue dire ici va peut-être paraître fort secondaire à plusieurs d'entre vous, un petit point de détail, à côté de tout ce qui vient d'être évoqué.

C'est pourtant peut-être ce qu'il y a de plus dangereux et de plus inadmissibles dans les décisions du ministre : je veux parler des nouvelles directives imposant la méthode syllabique en lecture et un enseignement des règles en grammaire.

Mon propos est donc un propos de pédagogue, cette race honnie aujourd'hui, et je viens vous apporter en fait quelques exemples précis et concrets des dangers qui pèsent sur notre Ecole, et qui ne sont pas toujours suffisamment évoqués...

Ces directives rendent obligatoire (ce qui est déjà un déni de démocratie) des pratiques dont il est facile de démontrer qu'elles auront pour résultat d'exclure de toute réussite scolaire et professionnelle les enfants qui ne trouveront pas chez eux de quoi combler les graves lacunes que ces pratiques vont installer dans leurs savoirs.

Pourquoi ?

Parce qu'il s'agit de savoirs sans aucune légitimité et bourrés d'erreurs : par exemple, une méthode qui enseigne la lecture à partir des syllabes aura peu de chances d'y parvenir, car les syllabes écrites n'existent pas en français. La spécificité, en effet, du français écrit, c'est d'être une langue faite pour les yeux. Les lettres les plus importantes sont celles qui ne se prononcent pas : *poïds / pois ; laid / lait* etc.

D'autre part, une méthode syllabique se propose d'enseigner d'abord comment on peut identifier les mots . le problème, c'est qu'en français, l'identification d'un mot n'aide en rien à comprendre le sens du texte où ce mot figure. Le mot *livre* que j'ai pu identifier ne me permet pas de savoir de quoi il est question : lecture ? livraison ? pesée ? ou monnaie anglaise ?

Je peux identifier exactement les mêmes mots dans les phrases suivantes :

Cette chambre sera la tienne et Ma promesse, il faut que je la tienne.

Nous regardions les avions et nous les avions regardés.

Cette caractéristique des mots français d'avoir ainsi non seulement plusieurs sens mais aussi plusieurs statuts grammaticaux, fait que, contrairement à d'autres langues, l'identification des mots ne peut pas être la première opération à effectuer en lecture, et ne peut donc être le début

de son apprentissage. D'où le danger de vouloir transférer des pratiques d'une langue à une autre...

De ce fait, on va trouver dans ces méthodes

- ▶ Une pauvreté de vocabulaire effrayante, limité aux rares mots français sur lesquels on peut syllaber : c'est pour cela qu'on y mange tellement de SALADE (toujours au singulier) voire même de PANADE, dans les manuels de lecture.
- ▶ Une absence complète d'utilisation de l'orthographe. Or, il va de soi que, si les enfants n'ont pas découvert en apprenant à lire que l'orthographe sert à comprendre, on ne voit pas comment ils pourraient admettre qu'elle soit nécessaire pour se faire comprendre. On peut dire, sans risquer d'erreurs, que les difficultés des enfants en orthographe viennent d'un apprentissage de la lecture où celle-ci ne jouait aucun rôle.
- ▶ Une absence complète du véritable fonctionnement de la langue écrite, fort différent de celui de l'oral, et qui constitue la difficulté majeure de l'apprentissage de la lecture, avec ses formes spécifiques, jamais entendues, ses phrases complexes, longues, avec subordonnées, connecteurs, etc.
- ▶ Un comportement de lecteur qui ne prend jamais en compte le contexte (dont on a vu qu'il est indispensable en français), et qui aborde les textes de façon linéaire, en essayant de comprendre au fur et à mesure, alors que la lecture efficace commence toujours par explorer le texte, avant de le lire linéairement, pour formuler les hypothèses d'ensemble nécessaires à l'interprétation des mots.
- ▶ Et, bien sûr, rien sur les divers types d'écrits, sur le fait qu'ils ont toujours un auteur et qu'ils correspondent toujours à un réseau de communication, réseau dont l'identification est partie intégrante de la compréhension.

C'est pourquoi, on peut dire qu'il manque tant de choses, qu'en fait, il manque tout simplement ... la lecture !!

De la même manière, les règles de grammaire, les vraies, sont des règles de fonctionnement, que l'on dégage de l'observation de ce fonctionnement. La langue n'obéit pas à des règles préétablies : elle est un fait social, qui a sa vie propre. Comprendre et connaître son fonctionnement ne peut se faire que par l'observation.

La grammaire est une science d'observation, pas une science d'application

Et elle est peut-être le savoir le plus libérateur qui soit (avec la lecture) mais à condition qu'il soit orienté sur le fonctionnement à la fois linguistique et social de la langue. La maîtrise de la langue, n'est pas la maîtrise du bon usage, comme on l'a cru si longtemps, c'est la maîtrise des choix. Celui qui parle bien sait manier les diverses formulations, argotiques, patoisantes, littéraires techniques etc. en fonction des enjeux de la communication

Aucune règle toute faite ne permet cela. Et celles qu'on enseigne n'ont, pour la plupart aucune légitimité et sont ou complètement fausses ou si incomplètes qu'elles ne représentent aucun savoir sérieux. Deux exemples, parmi des quantités :

- ▶ le pluriel dit-on, c'est « quand il y en a plusieurs »
Comment voulez-vous qu'un enfant puisse comprendre que *le public, la foule, la famille* où il y en a plusieurs soient des noms singuliers ?
- ▶ Le féminin, c'est quand il s'agit d'une fille : ah bon ? La *sentinelle* qui garde le fort est une fille ? Et quand on affirme que le Président de la République est *une personnalité importante qui a été reçue par un roi étranger*, met-on sa virilité en doute ?
- ▶ Ce sont là des exceptions, direz-vous ! Voyons, vous savez bien qu'une règle ne peut avoir d'exceptions sans cesser d'en être une... Encore une faute grave de logique, qu'aucun scientifique sérieux ne commet : avez-vous déjà entendu dire par un scientifique que les poissons auraient des exceptions qui seraient les baleines ?

On pourrait multiplier les exemples.

Mais certaines erreurs vont encore plus loin.

Faire croire, par exemple, aux petits que les lettres ont une prononciation à elles, est non seulement une erreur, mais c'est aussi empêcher de comprendre les langues étrangères : la lettre A n'a jamais été fabriquée pour transcrire le son [a]... les Anglais se servent du même petit dessin, mais justement pour d'autres sons... Les lettres des alphabets usités par les diverses langues écrites ne sont que des dessins, et leur affectation à des phonèmes est purement arbitraire...

Où l'on voit que la manière d'enseigner peut parfois semer les germes du racisme...

En tout cas, raconter de tels mensonges ne peut être qu'un danger énorme pour les enfants qui n'auront que l'école pour apprendre.

Avec un tel enseignement, ce qui est visé, c'est une parole muselée, et donc une pensée endormie, un savoir lire inexistant, limité à une psalmodie sans réflexion, sans contestation possible.

Soumission et récitation : pendant ce temps-là, on ne pense pas !

Ce que nous demandons, outre tout ce qui l'a déjà été ici...

D'abord, de rendre à notre métier d'enseignant sa spécificité de métier qui doit s'apprendre et dont l'organisation et les contenus ne sauraient être le fait de n'importe quel assureur, médecin ou scientifique, fût-il neuroscientifique : faire la classe est bien plus compliqué que cela. De nombreuses sciences sont nécessaires pour définir une pédagogie, et il ne suffit pas de savoir très bien quelque chose pour pouvoir l'enseigner. La compétence du savoir en est une condition

nécessaire, mais pas une condition suffisante : encore un erreur de logique grave commise par ceux qui nous dirigent !

Ensuite il faudrait que chacun soit bien convaincu qu'une alternative ambitieuse pour l'Ecole doit passer par un développement très important de la Recherche en Education, et d'une conception de la formation des maîtres qui soit une réelle professionnalisation. Sans oublier surtout la formation continuée. S'il est un métier qui doit évoluer, c'est bien le nôtre : nos élèves ne ressemblent en rien à ceux que nous étions ; ils ne savent jamais les mêmes choses d'une année sur l'autre, et il nous faut continuellement se remettre en question. C'est loin d'être facile, et il importe que les textes officiels soient des aides à cette remise en question, cette attitude de recherche. C'est donc l'innovation qu'il faut privilégier, et non un frileux conservatisme, à la nostalgie douteuse.

Je terminerai en demandant avec insistance que la politique éducative et les décisions qu'elle propose prennent enfin une forme démocratique, avec des informations, des débats publics, un appel à des spécialistes pluriels et à des gens de terrain différents.

C'est là que devrait se trouver le moteur de sa nécessaire évolution, et non pas dans des oukases politiques d'un autre âge. On ne résoudra pas les problèmes d'aujourd'hui en restaurant l'Ecole d'avant-hier.

François Cocq

Membre du bureau national du MARS

Je suis très heureux d'être parmi vous ce soir et je remercie le parti communiste français de l'occasion qui m'est donnée de venir échanger avec vous tous sur ce sujet. Ô combien important qu'est l'Ecole. Je parle ce soir au nom du MARS, le Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale. Le MARS est un parti qui, comme son nom l'indique, croit que les valeurs républicaines d'égalité, de bien commun, d'émancipation, aussi bien individuelle que collective, sont centrales dans le projet de Gauche de transformation que nous nous efforçons tous ensemble de construire depuis maintenant plus d'un an.

Avant tout, je voudrais rappeler ici quelques grands principes sur lesquels nous ne saurions transiger. Ainsi, à l'inverse du discours dominant, nous sommes pour réaffirmer un accès toujours plus grand au savoir et à la formation. Pour cela, il est donc inenvisageable de revenir sur l'ambition, non seulement d'envoyer toujours plus d'enfants au baccalauréat, mais aussi de leur permettre de poursuivre ensuite leurs études.

Ainsi, à l'apprentissage à 14 ans, issu du projet dit « d'égalité des chances », à l'abandon du collège unique, au cantonnement du travail manuel à des filières courtes, nous devons opposer la nécessité de conserver une scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, le maintien d'une formation générale culturelle et citoyenne quelque soit la formation suivie, le volontarisme de voir 80 % d'une classe d'âge au bac et une proportion toujours plus élevée au niveau licence. Abandonner ces ambitions serait en effet le plus sûr moyen pour que l'Ecole ne joue plus aucun rôle d'ascenseur social.

Alors pour autant qu'il nous faille définir un projet pour l'Ecole - et comme les autres nous nous y sommes bien évidemment attelés - il est aussi important dans cette période de lutte, et qui plus est de luttes victorieuses, de remettre les transformations de ces dernières années dans leur contexte. Je pense bien sûr au mouvement de 2003 contre la décentralisation de divers personnels et qui se déroulait en parallèle du combat contre la réforme Fillon sur les retraites. Je pense au mouvement des lycéens l'an passé et à celui des étudiants concernant le LMD. Je pense enfin, avec bien moins d'amertume et beaucoup plus de plaisir je l'avoue, à la grande victoire remportée il y a un mois contre l'inique CPE. C'est pourquoi après des jours bien difficiles, nous devons être en mesure d'opposer un Non ferme au socle commun du renoncement. Nous devons rejeter cette réforme des ZEP qui prône une fois encore l'individualisme. Nous devons même être offensifs pour défendre une vraie école de l'égalité. Pour cela, nous plaçons pour un retour à un monopole de l'Ecole publique. Autrement dit que les fonds publics soient réservés aux écoles publiques. Il convient d'ajouter que nous plaçons pour une scolarité s'effectuant sur les bases d'une totale gratuité.

Alors certes j'avance là l'idée d'un projet de grande ampleur, résolument ambitieux, que certains jugeront irraisonnable. Pourtant, il est l'heure de cesser de colmater les brèches et d'oser enfin remettre l'Ecole au coeur du projet de société que nous nous devons d'avoir. Nous sommes tous conscients que nous vivons une phase clé de notre histoire où l'atomisation va de pair avec la résignation au règne de l'individu. Parce que justement l'Ecole doit participer de ce développement de l'individu tout en lui présentant les vertus de la collectivité et du patrimoine commun, elle est l'outil de développement indispensable d'une société en marche. A la condition expresse que celle-ci s'en donne les moyens.

Deux facteurs nous semblent pour cela importants : la mixité sociale et l'égalité d'offre éducative.

Les attaques à répétition portées par la Droite à la carte scolaire nous imposent non seulement de la défendre mais aussi de la repenser afin qu'elle ne soit plus stigmatisante et qu'elle participe à de vrais échanges sociaux. Pour cela, les quartiers sensibles doivent pouvoir proposer à l'entrée au lycée des 2^{ndes} variées et offrant un vrai choix d'excellence, aussi bien dans les voies professionnelles que dans celles générales et technologiques. Les enseignements de détermination de ces dernières doivent à cet égard ouvrir des perspectives qui feront renoncer certains à des tactiques d'évitement. Cette offre éducative doit être aussi élargie au collège en proposant des projets artistiques, sportifs ou autres. Mais précisons tout de suite que cela ne saurait être de l'ordre du contractuel. Car cela renforcerait de fait l'autonomie des établissements. Ces seraient alors laisser le champ libre à une Ecole à plusieurs vitesses sur le territoire national. D'où le nécessaire pilotage qui s'impose.

La présentation par cette même droite de l'enseignement privé comme substitut sérieux à une école jugée par elle déliquescence doit aussi nous alarmer. Un enseignement privé dont on connaît dans 95% des cas le caractère confessionnel. D'autant que cela s'accompagne d'une multiplication des initiatives en faveur des cours de soutien et d'aide au devoir. [Une note d'information du ministère de l'éducation nationale(1) nous apprend à ce propos que de telles pratiques touchent 8,5 % des collégiens et 15 % des lycéens. Selon les auteurs,] cette pratique est « très typée socialement ». A n'en pas douter puisque incitation est faite aux familles aisées d'avoir recours à ces cours par une déduction de l'impôt sur le revenu à hauteur de la moitié de leur prix. L'éducation nationale et les collectivités locales, spécialement dotées à cet effet, doivent pouvoir répondre par elles-mêmes à cette demande, comme cela se fait déjà notons-le dans un certain nombre de municipalités.

Pour ce qui est des pratiques d'enseignement, elles doivent aussi être à nouveau réfléchies. Loin d'un certain « pédagogisme » encore trop souvent véhiculé par les IUFM, il faut affirmer que l'Ecole reste le lieu de la transmission du savoir. Ce qui n'exclut en rien les travaux sur les sciences de l'éducation, bien au contraire. Cela vise par contre à les

mettre au service d'une certaine ambition et non de les concevoir comme une fin en soi. Sous prétexte de « talents » de l'élève, on ne peut se dispenser de lui proposer des connaissances au profit de simples bricolages. Car si le niveau d'exigence diminue, on sait très bien que l'on fait le jeu de ceux qui peuvent, moyennant finance, compléter la formation initiale de leurs enfants dans des structures annexes. Cette approche des talents n'est qu'un avatar supplémentaire du dogme libéral ambiant. C'est une régression face à laquelle nous entendons maintenir le principe d'éducabilité de chacun.

Pour faire face à ces missions, les enseignants ont besoin de structures dans lesquelles ils pourront enfin travailler en équipe. Ce qui implique de dégager pour cela du temps. D'autre part, les conseillers pédagogiques et IPR doivent retrouver une place de conseil et de gestion des équipes au lieu d'être cantonnés dans la simple évaluation comme ils le sont trop souvent.

Si ces quelques propositions portent sur le second degré, qui est à l'heure actuelle le plus souvent dénigré, nous devons aussi faire face aux questions de l'accueil de la petite enfance et de l'enseignement supérieur.

Pour des considérations financières et sociétales (place de la famille et en particulier rôle de la mère), la droite veut retarder l'âge d'entrée à l'Ecole. Nous devons lutter contre ce mouvement et rendre la scolarité obligatoire dès 3 ans (dans le 93, la scolarisation dès 2 ans en ZEP a reculé de 20% à 8% en 3 ans).

En ce qui concerne l'université, la crise récente sur le CPE a mis en exergue les maux qu'on lui prête bien souvent à tort. Ceux-ci ne sont pas tant dans l'inadaptation au marché de l'emploi mais dans les difficultés d'orientation post-bac. C'est pourquoi des efforts doivent être faits dans la détermination de la filière adaptée à chaque étudiant, et ce aussi bien en fin de lycée que lors du ou des 1ers semestres de la vie étudiante.

Les moyens donnés à l'université doivent aussi bien sûr être en accord avec le rôle qu'on entend lui faire jouer. Il est inconcevable que les moyens alloués à un étudiant à la fac soient 2 fois moins importants que ceux réservés à un élève de classe préparatoire(2). Car si nous réaffirmons ouvertement la volonté d'un certain « élitisme républicain », celui-ci ne peut passer que par « la sélection des meilleurs par la promotion de tous ».

Ce ne sont là que quelques pistes rapidement évoquées. Nous travaillons pour la plupart d'entre nous dans des cadres qui nous permettent de confronter nos positions et qui nous permettront de mettre je l'espère rapidement sur pied un projet ambitieux pour l'Ecole. Face à nous, le projet libéral cherche à séparer la société en deux. On a encore vu la dualisation imposée au marché du travail lors de la crise sur le CPE. Pour qu'elle soit totalement opérante, on cherche à nous imposer cette dualisation dès l'Ecole. C'est cette démarche là qu'il nous faut rejeter pour que l'Ecole reste l'un

des derniers garants du bien public et le lieu essentiel de formation à une citoyenneté éclairée. En définissant clairement les missions allouées à chacun, la nation volontaire doit maintenant se donner les moyens de ses ambitions.

Je vous remercie.

1.« Les aides au devoir en dehors de la classe ». Note d'information n° 06.04, février 2006. A retrouver sur : www.education.gouv.fr

2.L'année d'un étudiant à la fac revient à 6700 à l'état contre 9160 pour un étudiant en IUT, 12 300 pour un élève de BTS et 13 760 pour un élève de classe préparatoire.

Samuel Johsua

Membre de la direction nationale de la LCR

Chers amis, chers camarades,

J'ai déjà eu l'occasion en d'autres circonstances de dire tout le bien que je pensais du document produit par le Parti Communiste sur les questions éducatives. Cela ne veut pas dire que la gauche a trouvé un point d'unification dans ce domaine. C'est même exactement l'inverse, et les discours entendus ici, tous intéressants, en donnent une illustration. La gauche est profondément divisée sur l'éducation parce qu'elle est divisée sur les valeurs qui doivent porter une réflexion sur les questions éducatives.

Évidemment quand il s'agit d'analyser ce que font les libéraux, le consensus apparaît plus vaste à gauche. Premièrement les libéraux veulent une école plus ségrégative. Ils cherchent à imposer plus de sélection dans cette école. C'est un des sens principaux de la loi « Égalité des chances » qui prévoit l'exclusion de l'école dès 14 ans. Deuxièmement, elle veut une école qui fonctionne sur le mode du marché, tout en restant publique. Ce que nos amis anglais appellent le « public market », c'est-à-dire le modèle concurrentiel au sein même du service public. Avec des établissements mis en concurrence les uns avec les autres, souvent sous le prétexte de l'autonomie, et avec le projet de pousser l'assimilation au marché jusqu'à la mise en cause du statut des personnels. Déjà par la précarisation généralisée d'une masse croissante de ces personnels, puis, plus tard, par la mise en cause du statut de fonctionnaires d'État. Ces deux orientations sont européennes et sont tout aussi marquantes en France. Comme l'est la troisième, qui a pourtant toujours été sous-estimée dans notre pays, et qui concerne les contenus même de l'enseignement. On le voit plus clairement aujourd'hui malheureusement avec les évolutions récentes. Il ne s'agit pas seulement de questions de moyens, de crédits, de l'organisation globale du système. Il s'agit de la raison même pour laquelle on imagine nécessaire un système d'enseignement public. C'est tout le débat autour du « socle commun » de la réforme Fillon. Contrairement à certains discours, ce n'est pas seulement ni même principalement une question quantitative (un RMI, un SMIC), c'est la qualité qui est en cause. Et ça remonte loin, par exemple à l'époque où l'ancien ministre de l'éducation, Claude Allègre nous disait « il vaut moins et mieux ». Mais on a moins et pire !

Voilà les trois axes principaux de la politique libérale des 20 dernières années.

Il y a on le sait un débat entre le PC et la LCR sur la compatibilité possible entre les antilibéraux d'un côté les socio-libéraux de l'autre. Or sur la question éducative, il n'y a pas photo. Ce n'est pas seulement une question de quantité, mais encore une fois une question de qualité, d'objectifs, de valeurs. Encore récemment un débat a surgi au moment où des socio libéraux ont expliqué qu'il y avait trop de diplômés.

Et comme il y a du chômage, il y a de la frustration. Trop de gens ne trouvent pas de travail à la hauteur de leur diplôme. Donc disent-ils, réduisons le nombre de diplômés de trop haut niveau. Mais enfin ! Qu'il y ait plus ou moins de diplômés, ça ne changera pas le travail. Il sera aussi méprisé, mal payé dans le système capitaliste globalisé. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas changer le travail, mais enlever la frustration. Autrement dit les capacités de résistance. Au contraire notre école doit être bâtie pour construire les capacités de résistance, de compréhension du monde tel qu'il va, la volonté de le changer. Dans le Livre Blanc sur l'Éducation de la Commission Européenne à l'époque pilotée par l'ancienne Première Ministre socialiste Edith Cresson, on donnait la définition suivante de l'éducation : c'est un « service rendu à l'économie ». On ne peut pas être d'accord avec une telle définition quand est de gauche. Elle est inadmissible, elle est inacceptable. L'éducation doit donner à chacune et à chacun les moyens de bâtir sa relation au monde, sa relation aux autres, sa relation à soi-même, et de changer ces relations si nécessaire. Quand on est de gauche, voilà les fondements d'une éducation émancipatrice.

D'ailleurs, c'est ce qui se fait déjà dans notre école. On critique beaucoup notre système, mais il faut aussi mesurer ses succès. Quand on est dans le mouvement social on comprend ceci. L'école est bénéfique de ce point de vue là. On a gagné le 29 mai. Et comment a-t-on gagné ? En convaincant les gens. Mais comment les a-t-on convaincus ? On a fait fonds sur l'augmentation fantastique du niveau culturel de la population pour ce faire. Grâce à quoi ? A la massification de l'enseignement qu'on a conquis pour les générations actuelles. Et encore tout récemment, on ne peut comprendre ce qui se passe sur le CPE, avec des millions de personnes qui décortiquent une loi ligne par ligne, si on en comprend que ça aussi est entre autres un produit de la massification. C'est cette école que les libéraux de gauche et de droite veulent éliminer. Et nous devons la défendre.

Est-ce que pour autant on peut dire que tout va bien ? Non, ça va mal, et de plus en plus. L'école est inégalitaire et elle l'est de plus en plus. Depuis le milieu des années 90, on ne progresse plus du point de vue des performances cognitives moyennes. Il y a des endroits où l'école est purement et simplement détruite. Voilà la réalité. Reste à savoir où est la solution. Certains à cette tribune imaginent que la solution est à chercher dans le passé. Dans l'école d'avant. En oubliant des vérités élémentaires. Dans cette école soi-disant fantastique, moins de la moitié de la population avait le certificat d'études primaire. C'était une école nationaliste, chauvine, colonialiste, raciste, sexiste. C'est ça le modèle ? Quand on est de gauche, il ne faut pas regarder vers le passé, mais vers le futur.

Parce que les tâches que nous avons à accomplir sont totalement nouvelles. C'est la première fois qu'une société s'est mise en tête de donner une éducation de haut niveau, une éducation commune, à toute la population jusqu'à 16 et maintenant 18 ans. Ça ne s'est jamais fait. Sauf —excusez la

référence, mais on est entre nous – pendant quelques années après 1918 dans la Russie de Lénine.

C'est une tâche nouvelle et évidemment difficile. Ça demandera des moyens, beaucoup. Financiers, mais aussi au niveau de la réflexion pédagogique, de l'organisation des bâtiments, de la formation des enseignants, de l'organisation des classes, de contenu des enseignements. Je n'ai pas le temps de développer ici. Il y a dans les documents du Parti Communiste – et aussi je m'empresse de le dire dans ceux de la LCR – de nombreuses idées intéressantes pour aller dans ce sens. On a les directions possibles et les idées qui vont avec. Certes encore une fois, rien ne sera simple. Mais en tout cas, ce qui est certain c'est que si on renonce à la formation commune pour tous de haut niveau, il ne reste plus pierre sur pierre de la pensée de gauche.

Et je voudrais terminer en abordant encore une autre question qui dépasse la question pédagogique et qui est la question sociale. Car le point où nous en sommes rendus aujourd'hui est que la question sociale submerge la question pédagogique. C'est le cœur de la question que nous avons à résoudre. On ne peut pas avoir une école démocratique dans une société qui ne l'est pas. On ne peut pas avoir une école égalitaire dans une société qui est de plus en plus concurrentielle et de moins en moins solidaire. Il faut changer en même temps l'école et la société. Si vous dites on va changer l'école en conservant la société telle qu'elle est, c'est le social-libéralisme. C'est adapter l'école aux impératifs de l'économie marchande et à eux seuls. On nous dit : n'y pensez même pas à changer la société ! Ou alors les insultes pleuvent : archaïsme, utopisme, totalitarisme. Parce que la lutte de classes commence dans les têtes. Avant même que d'entrer dans les faits, ils veulent nous enlever de la tête l'idée même que ce soit possible. C'est la première bataille qu'il faut livrer. Bien sûr que c'est possible, en particulier dans ce pays ci. Qui vient de gagner cette fantastique bataille qu'a été celle du référendum, et qui vient de faire mettre un genou à terre au gouvernement avec cette incroyable mobilisation de la jeunesse et des travailleurs contre le CPE. Dans ce pays, les moyens politiques et sociaux existent de mener victorieusement ce combat. Rien ne sera facile. Mais en France, le peuple est attaché à son école à partir du moment où il saisit les enjeux et où l'objectif d'une école égalitaire est clairement donné. En comptant sur sa mobilisation, on pourra emporter encore bien des bastilles.

Karl Stoeckel

Président de l'UNL

J'interviens pour vous dire un peu qu'elles sont nos revendications en ce moment et, bien sûr, dans cette logique aussi de transformation de l'école, je viens ici pour vous interpeller, vous, militants politiques sur la question de l'éducation, alors que 2007 approche. Nous voulons que l'école soit au centre des débats et différents projets, c'est la raison pour laquelle nous allons, comme nous l'avons toujours fait depuis que notre organisation existe, faire des propositions pour la transformer et avec l'aspiration de transformer aussi la société.

Le gouvernement avait l'air surpris de découvrir la crise sociale qu'a provoqué le CPE. Oui, il y a une crise sociale. Mais, ce que l'on ne dit pas assez, c'est qu'il y a aussi une crise dans l'école républicaine. Nous le savons tous pur l'avoir dit à plusieurs reprises, l'école entretient, plutôt qu'elle ne résorbe les inégalités. Et cette crise du système éducatif renforce la crise sociale. Avec la politique menée jusqu'à présent par le gouvernement, en matière d'éducation, c'est l'avenir de notre génération qui est en jeu et le gouvernement a mis en marche véritablement une politique du renoncement, une machine à renoncer.

Renoncement, quand il supprime, chaque année, par milliers, des postes d'enseignants, dans le secondaire, notamment. Cela poussant toujours plus les familles à quitter l'école publique pour rejoindre l'enseignement privé, ce qui de fait, renforce fracture sociale et inégalités. La machine à renoncer est aussi en marche quand le gouvernement nous a imposé de la même manière qu'il nous a imposé le CPE, l'apprentissage à 14 ans. Il a renoncé, finalement, a donné, à tous les jeunes, la possibilité d'accéder à un niveau de formation et de qualification élevé. C'est quelque chose de très grave, une régression et nous devons, aujourd'hui, je pense, réaffirmer cette notion de collège unique que nous devons continuer à défendre. Même s'il a des failles, il faut trouver outils et mécanisme qui permettront de l'améliorer, mais il ne faut pas renoncer à ce principe de collège unique, condition de l'égalité dans le système éducatif.

Renoncement encore à transformer la pédagogie dont nous sommes un des pays les plus en retard, cause d'échecs scolaires du fait qu'il y a 158 000 jeunes qui sortent du système éducatif sans qualification et cause aussi de décrochages scolaires.

Alors que l'école est affaiblie, notre génération subit également une politique de stigmatisation avec le remplacement des surveillants et professeurs par des policiers référents. Les étudiants et lycéens, qui se sont sentis concernés par cette question. Le CPE était aussi une façon de stigmatiser les jeunes en leur disant : vous avez moins de droits que les autres salariés. Cette machine à stigmatiser, qui s'ajoute à celle à renoncer, s'inscrit finalement dans une

logique visant à diviser et dissocier, notamment dans la politique, un certain nombre de mécanismes, d'éléments pourtant très liés.

En présentant le CPE, le gouvernement a dissocié la question de l'emploi de celle de la formation initiale. Or, on sait aujourd'hui que, pour faire simple, quand il y aura une école à deux vitesses, il y aura une société à deux vitesses. C'est la raison pour laquelle il faut s'attaquer, maintenant, aux racines de l'exclusion sociale et donc prendre en compte tous les problèmes de l'éducation. La formation citoyenne est aussi partie intégrante de l'éducation. Il faut que le monde politique, les militants intègrent l'éducation et invitent les jeunes à s'engager dans les milieux associatif, syndical ou politique. Il faut aussi développer la démocratie lycéenne et, pour cela faire un espace d'ouverture au débat citoyen indispensable pour former les jeunes à la citoyenneté. C'est aussi le rôle de l'école, ce qui a plutôt été oublié.

Nous attendons de la gauche qu'elle offre la possibilité aux lycéens à s'engager, revendiquer, proposer de façon responsable, structurée, en reconnaissant notamment l'existence du syndicalisme lycéen indépendant. Non, les lycéens ne sont pas seulement des étudiants en crise qui gesticulent en tous sens car ils n'aiment pas aller en cours. Ils ont aussi des convictions, idées, propositions. C'est ce qu'ils ont montré en se mobilisant pendant près de trois mois contre le CPE.

Autant qu'elle a su revendiquer, l'UNL est en position, aujourd'hui, de proposer et nous avons lancé une campagne pour lancer trois propositions :

- ▶ Le service public d'orientation décliné en quatre sous-propositions :
Dans un 1er temps, travailler à la formation avec tous les acteurs du monde de l'éducation, des conseillers d'orientation pour augmenter leur nombre dans les établissements et CIO et qu'il y ait un véritable suivi du projet d'orientation de chaque élève ; mettre en place une plate-forme sur Internet, un site qui soit une véritable référence en matière d'orientation, avec une information publique, gratuite et fréquemment remise à jour. A présent, quand on tape le mot-clé orientation sur google on obtient neuf liens commerciaux. On remarque que l'orientation est aussi une façon, pour certains, de faire du profit. Or, c'est déterminant pour l'avenir des jeunes et on voit que toutes les failles qu'il y a crée une inégalité dans les parcours scolaire et professionnel.
- ▶ Le projet inter-disciplinaire pour l'autonomie, alors que les TPE ont été supprimés, l'apprentissage de l'autonomie est indispensable. Pourquoi y a-t-il 40% d'échec en 1ère année de licence ? Une des causes est que nous n'avons pas les méthodes permettant de travailler à l'université dans l'autonomie et c'est un vrai problème. On n'a pas non plus la possibilité de mettre en relation les différents enseignements qu'on nous apporte à l'école, ce qui fait que, finalement, les savoirs qu'on a ingurgité pour le Bac

disparaissent très rapidement après, on le voit avec les langues, par exemple, en France dont le niveau est très bas, c'est notoire.

- ▶ Développer les lycées polyvalents des métiers, lesquels comportent toutes les filières : générales, professionnelles, techniques spécialisées dans un domaine particulier, par exemple : le bâtiment. Cela permet aux élèves qui sont dans le général de mieux connaître les filières techniques et professionnelles et à ces dernières de mieux connaître les autres. En même temps, aux filières professionnelles, CAP, BEP, de poursuivre, dans le même établissement, leur parcours. Un établissement spécialisé dans les métiers du bâtiment pourrait garder son élève, plutôt que celui-ci passe d'un lycée à un autre pour faire un BEP, un Bac Pro et, éventuellement, un BTS, réduisant en même temps tous les à priori sur les autres filières puisque la méconnaissances de celles-ci participent de la dévalorisation des filières professionnelles. De plus, quand on les connaît bien, il y a moins d'erreur d'orientation, donc moins de décrochage et d'échec scolaires. Ces lycées existent dans certains endroits et on montré des résultats très positifs et encourageants. Il faut donc étendre ces lycées de la mixité des enseignements, sociale afin de justement transformer l'orientation, l'école et, bien sûr, la société.

Eric Favey

Secrétaire national de la Ligue de l'Enseignement.

Permettez-moi quatre remarques qui colorent la question de l'Ecole en 2006.

- ▶ Une majorité de la population adulte étant allée à l'école primaire, au collège et pour une bonne partie au lycée... chacun a un avis sur l'Ecole. C'est une bonne chose qui légitime plus encore l'obligation de vraiment faire de l'Ecole l'affaire de tous, et donc à ne pas limiter la politique de l'Ecole à une relation exclusive entre l'état et les organisations professionnelles.
- ▶ On sait beaucoup de chose du système scolaire, nous disposons de nombreux travaux de chercheurs, de commandes publiques de l'institution elle-même, de comparaisons internationales... mais que sait-on vraiment de ce qui se passe dans la classe, dans ce temps très particulier, fragile, instable, dont l'effet n'est jamais certain. Or c'est là, en grande partie que naît, s'entretient le désir d'apprendre, la découverte des savoirs qui libèrent... ou au contraire que se trament la brutalité de l'incompréhension, de l'échec, le sentiment d'impuissance... C'est pour cela que toute politique scolaire doit être attentive aux personnels qui la portent, aux pédagogies qui la mettent en œuvre, à tous les élèves dans la diversité de leurs origines et de leurs conditions, aux parents qui mettent leurs espoirs dans l'Ecole, à l'ambition culturelle qui conditionne tout rapport effectif aux savoirs et non leur seule exposition.
- ▶ Les élections de 2002 ont été historiques pour ce que l'on sait du deuxième tour dramatique qui s'y est joué aux présidentielles... mais elles l'ont été également parce que pour la première fois depuis 1945, l'Ecole, l'éducation mais aussi la culture furent reléguées au second plan des programmes des partis de gauche... et furent absentes des débats. La Ligue de l'Enseignement ne se résigne pas à cette hypothèse pour 2007 qui signerait un abandon de tout progrès démocratique pour l'Ecole et au delà pour notre société.
- ▶ Nous vivons depuis 2002, et singulièrement depuis 2005, une période de régression historique de la politique scolaire nationale : restauratrice, réactionnaire, injuste, normalisatrice, reculant, là où même aux pires instants, notre pays n'avait pas osé par exemple réduire la durée de la scolarité.

Pour un militant de la Ligue de l'Enseignement, évoquer l'Ecole en 2006 est à la fois douloureux et enthousiasmant.

Douloureux, parce que nous avons rêvé d'une Ecole juste, émancipatrice, combinant profond respect pour la diversité culturelle et construction de l'unité nécessaire à la cohésion, à la solidarité humaine et aux progrès de la démocratie. Bref le

rêve d'une Ecole publique et laïque parce que juste, ouverte et attentive à tous ses enfants. Le rêve ne s'effondre pas et une partie même s'est réalisée. Les résultats positifs ne sont pas contestables. Mais les difficultés croissent, la maison « Ecole » se fissure, certains de ses appartements sont d'ailleurs soit vendus ou à vendre s'ils sont rentables, soit traités dans l'urgence sans continuité ni cohérence. Cela n'empêche pas que chacun essaie de faire son travail, de demander le mieux pour ses enfants, de l'obtenir au prix de quelques secrets d'initiés... C'est douloureux parce que la lucidité nous invite, avec sérieux, à constater la lente perte de confiance et de légitimité dont l'Ecole est l'objet. Mais c'est ce qui nous enthousiasme dans ce qui doit être une véritable mobilisation des organisations de progrès pour « refonder l'Ecole » afin qu'elle soit celle de tous, afin que la République démocratique, laïque et sociale tienne ses promesses ! Je ne développerai pas l'ensemble de nos propositions qui s'articulent autour de trois volontés :

- ▶ préciser les missions de l'Ecole pour qualifier des personnes autonomes et solidaires dans un contexte d'incertitudes et de complexité,
- ▶ organiser la scolarité pour garantir le savoir pour tous et non l'excellence arbitraire pour quelques uns
- ▶ approfondir l'exercice de la démocratie par un autre fonctionnement de l'institution.

Mais je voudrais terminer autour de deux dimensions qui nous semblent décisives pour une réelle démocratisation de l'Ecole.

La première vient du constat qu'à chaque grande loi ou plan progressistes pour l'Ecole, les gouvernements – et la gauche n'y échappe pas – butent sur la démocratisation réelle de l'accès aux savoirs. La fréquentation de l'Ecole ne le garantit en rien : ce sont ses pratiques, son organisation et ses contenus qui en sont les leviers. Regardons un peu en arrière, 1947 et le plan Langevin-Wallon, volonté éducatrice rangée rapidement au rayon des mythes de référence dont on dit qu'ils sont ambitieux... et qu'il faut être réalistes !, 1959/1965/1975 unification progressive du collège qui décalque de fait son organisation sur le lycée général dont il constitue la zone de tri, 1981 le ministère Savary saboté dans ses ambitions, 1989 une loi d'orientation qui fera l'objet de peu de volonté dans sa mise œuvre... Alors, si d'aventure ce qui bloquait ce n'était pas les contenus de l'Ecole, ces programmes taillés sur mesure pour les élèves qui en trouvent les clefs au pied leurs berceaux, des notations et des examens faisant la part belle aux savoirs les plus académiques et reconnus par ceux là mêmes qui sont le produit des tamis sélectifs de la trieuse, de la centrifugeuse scolaire. Comment sinon expliquer tous ces freins à la diversification réelle de la culture scolaire, celle qui doit constituer la boîte à outils pour apprendre toute sa vie, pas celle qui est nécessaire pour passer les paliers qui fabriquent l'élite supposée de la République. Pourquoi tant de peine à reconnaître en égale dignité la culture technique et professionnelle, la culture

esthétique, les compétences sociales, l'approche du droit, les aptitudes à communiquer . . . dans la culture commune que tous les jeunes doivent acquérir durant leur scolarité commune avant tout choix de spécialisation, de filière.

C'est pourtant la condition d'une Ecole qui refuse la logique du séparatisme culturel ajouté ou combiné au tri social, logique qui conforte les positions acquises, les dominations et sape l'accès à la citoyenneté démocratique. Si l'Ecole républicaine veut être démocratique, elle ne peut reculer devant cette obligation des savoirs diversifiés pour penser, être et faire. Ce combat là va de pair avec les autres batailles pour la justice sociale, contre toutes les formes de discriminations. Sinon les combinaisons infernales de la fracture sociale avec la fracture civique et culturelle vont s'amplifier, les peurs grandir : les seuls espoirs de réussite et de reconnaissance reposeront sur ses attaches, ses relations, ses racines, son environnement proche. Or une société ouverte, de fait mondialisée appelle des identités ouvertes qui ne soient pas des clôtures mais de points de départ pour la rencontre de l'Autre. Ce devrait être la grandeur de l'Ecole laïque d'y contribuer : c'est le défi d'une laïcité, principe de droit constitutionnel et éthique du vivre ensemble.

La seconde consiste à prendre en compte dans une politique publique démocratique pour l'éducation deux faits en apparence contradictoire : la durée de la scolarité moyenne augmente pour atteindre plus de dix neuf années . . . mais les apports de connaissance sont multiples entre les médias, son entourage, la cité . . . Dans ce contexte là, il appartient à l'Ecole d'être singulière mais compréhensible de tous, exceptionnelle mais accueillante à chacun. C'est l'originalité de son objet, de sa mission, de son projet, mis en œuvre sous la responsabilité conjointe de l'Etat et des collectivités avec le souci d'assurer l'égalité du service public. Cette originalité là, il ne convient pas d'aller la chercher dans le mythe d'une Ecole qui n'a jamais existé, dans la recherche d'une institution sélective et d'une persistance d'un élitisme républicain qui s'est fait sur les vaincus du mérite dont l'économie et les puissants s'arrangeaient de la condition docile. Il faut la penser comme le temps et l'espace pour tous les enfants et sles jeunes d'un pays pour apprendre ensemble à vivre ensemble. Il faut la penser en étroite relation et cohérence avec une grande politique culturelle, de la jeunesse et de la justice sociale qui ne mettra pas l'Ecole en demeure de régler tous le problèmes mais d'y prendre vraiment sa part de solution. Et évidemment avec une politique qui reconnaîtra la place réelle des citoyens à s'organiser et s'associer pour contribuer à la réelle mise en œuvre de l'obligation d'éducation pour tous et tout au long de la vie.

Le temps est moins que jamais à la défense des « pré carrés ». Si les forces de progrès, politiques, syndicales et associatives l'oublient dans le débat à venir, la privatisation du bien commun qu'est l'éducation va s'accélérer, avec la complicité, même involontaire, d'une institution scolaire qui « externalise » sa mission de démocratisation d'accès aux savoirs pour tous.

Avant que le prochain projet du gouvernement de refondre la politique de protection de l'enfance et de la jeunesse en la stigmatisant un peu plus, il nous appartient ensemble de faire vivre réellement une des idées du préambule de l'ordonnance de 1945 : « La France n'est pas assez riche de tous ses enfants pour en sacrifier aucun ».

Manuel Blasco

Membre de la direction nationale de l'UEC

2006 restera-t-elle comme une année symbolique pour toute une génération de jeunes et d'étudiants ? Ceux-ci ont été les déclencheurs de la lutte victorieuse contre le CPE ; mobilisation qui a mis deux fois en 7 jours 3 millions de personnes dans la rue. La mobilisation des jeunes est une constante depuis 2002, si bien que la question de l'avenir que la société construit à ceux-ci s'est constituée comme une des questions centrales du débat politique français. Et l'on voit bien que les enjeux de l'école et de l'université sont au coeur de cette question mais aussi des attaques libérales que mène la droite – aidé bien en cela par le social libéralisme – en France mais aussi en Europe.

A l'échelle de l'UE, les attaques libérales se sont accélérées depuis mars 2000 avec le dit « processus de Lisbonne ». L'ambition proclamée de celui-ci était de réaliser d'ici 2010 le « plein emploi » et de faire de l'Union l'« économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde ». Cette politique s'est traduite en France par l'application dans un premier temps de la réforme LMD (Licence-Master-Doctorat respectivement en 3, 5 et 8 années d'études) puis par la loi Fillon - De Robien. Ainsi, derrière ces deux réformes, une même logique : mettre la formation initiale au service de l'économie libérale et faire de l'Education un domaine rentable, quitte à abandonner l'idée de la réussite et de l'émancipation de tous les élèves dans leurs parcours personnels.

La réforme LMD de l'enseignement supérieur a eu principalement 3 conséquences :

- ▶ Premièrement, elle marque explicitement l'éclatement du cadre national des diplômes puisque chaque université élabore désormais le contenu son offre de formation comme il lui semble avec une évaluation ministérielle à posteriori sur des critères flous comme la "cohérence" ou la "qualité" – comment sont appliqués ces critères, ça ni la loi, ni les décrets réglementaires ne le disent. De plus l'élaboration de l'offre de formation doit se faire en priorité en collant avec le bassin d'emploi immédiat. Avec la mise en place des pôles de compétitivité, la boucle est bouclée.
- ▶ 2ème conséquence le développement des filières dite "d'excellence" dans des domaines où le marché de l'emploi est fortement concurrentiel, avec une généralisation de la sélection à l'entrée du niveau Master (après bac+3 donc). Et qui dit filières d'excellence, dit financement d'excellence. Etant donné le désengagement financier de l'Etat, c'est à une privatisation larvée de l'enseignement supérieur à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés. La création autorisée il y a 3 ans de "Services d'Activités Industrielles et Commerciales" dans les universités, services permettant le financement de certaines activités

par des entreprises, participe à cette logique. De plus, les frais d'inscriptions pratiqués par les universités sont sans cesse en hausse, pour devenir souvent illégaux : par exemple 3500 euros cette année pour un des Master de l'Université d'Aix Marseille III. Face aux filières d'excellence, nombre de filières professionnelles font de plus en plus office de porte de sortie prématurée du supérieur pour les élèves en difficulté. L'orientation vers ces filières est rarement volontaire et souvent mal vécue par des étudiants mal informés. On leur promet une entrée rapide sur le marché du travail et un niveau de rémunération correcte. Mais même lorsque ces étudiants trouvent un boulot à la sortie de leur cursus, leur reconversion dans le monde du travail tout au long de leur vie est compromise par leur manque de qualification ou leur trop grande spécialisation.

- ▶ Enfin, face aux filières d'excellence qui disposent de la plus grande partie des fonds attribués à l'enseignement supérieur, ce sont des dizaines de filières qui sont ou qui vont être supprimées, ou disposer de moyens insuffisants à leur fonctionnement et à leur développement. Lettres, Arts, Histoire, Sciences Humaines, Sociologie, Sport, etc... tous ces domaines ne sont pas rentables et ce qui n'est pas rentable n'a pas toute sa place. CQFD. Pourtant quel formidable gâchis que de négliger des pans entiers de notre culture. Ce choix aura d'importantes conséquences car comment exprimer notre regard sur le monde si les mots nous sont enlevés et les arts sacrifiés, comment vivre mieux en société si l'analyse des rapports humains est laissé à une petite troupe de "spécialistes" ?

Rentabilité immédiate, mise en concurrence des étudiants, des universités et des territoires, confiscation du savoir et vision utilitariste des études sont donc au coeur des réformes libérales de l'enseignement supérieur. Mais ces lignes directrices se retrouvent aussi dans les réformes du système scolaire telles qu'elles se mettent en place actuellement. L'instauration du socle commun de connaissance, réellement minimaliste, est ainsi destiné aux élèves qui n'ont pas, selon le gouvernement, les capacités d'accéder à un enseignement plus général mais qui doivent devenir rentables sur le marché du travail. Un socle où l'on préfère privilégier l'accès aux technologies de l'information et de la communication plutôt par exemple que l'enseignement d'autres disciplines qui étaient jusqu'ici obligatoires. Que dire de l'orientation vers l'apprentissage professionnel à partir de 14 ans qui en finit avec le collège pour tous et réhabilite l'école du début du 20ème siècle. "Selon que vous serez puissant ou misérable", vous connaissez la chanson. Enfin l'enseignement d'options comme la gestion des entreprises ou la gestion des ressources humaines sont créées afin de développer très tôt dans la formation des individus, « l'esprit d'entreprise » tant recherché par le patronat et tant prôné par tous les libéraux.

Nous ne nous satisfaisons pas d'un système éducatif qui est hélas déjà à plusieurs vitesses. Des événements telles que ce que la crise des quartiers populaires viennent chaque jour

nous le rappeler. Mais là, les réformes libérales vont plus loin ; leur but est de sanctuariser la soumission de l'homme au marché. La JC et l'UEC, les communistes en général, ont une visée radicalement différente. De là découle, mais Marie-George L'a rappelé dans son intervention, une autre vision du système éducatif. Mais quels sont, à ce propos, les outils dont nous nous dotons pour passer du stade de la résistance à la droite à celui d'une construction commune d'un projet novateur ? Les jeunes et étudiants communistes ont choisi en 2005 de lancer deux initiatives :

- ▶ celle de rédaction d'une loi pour la réussite dans l'enseignement supérieur;
- ▶ celle d'Etats Généraux des lycées pour la réussite de tous.

Deux initiatives qui se donnent pour objectif de construire des majorités d'idées autour de propositions fortes pour sécuriser l'ensemble des parcours ; et permettre ainsi à chaque jeune de faire ses choix sans contrainte, en toute autonomie. Ceci en permettant à chaque lycéen et à chaque étudiant de faire entendre sa voix dans le débat.

L'UEC met en débat à l'université la nécessité pour les étudiants d'acquérir de nouveaux droits : celui à un revenu tenant compte de sa situation personnelle mais aussi droits au logement, au transport, à la culture, à la santé. Des droits qui doivent être garantis par des services publics étendus et démocratisés.

Il y a nécessité de repenser au niveau national, et même européen, l'offre de formation dans une perspective de développement de tous les territoires et de l'ensemble des populations.

Il y a nécessité de repenser le contenu des diplômes avec pour but d'allier un très haut niveau de connaissances, une insertion professionnelle choisie et la réussite de tous. Chaque diplômé doit notamment voir reconnaître par les conventions collectives ses qualifications. En cela, réforme progressiste de l'enseignement supérieur et inscriptions de nouvelles garanties dans le droit du travail vont de pair.

Enfin, la démocratisation du mode de fonctionnement des universités doit être mise en oeuvre et une place plus importante doit être donnée à la vie associative, syndicale et politique.

Quels moyens pour arriver à cela ? Au contraire de ce que peuvent dire les libéraux, il est impossible de faire une réforme valable de l'enseignement supérieur sans augmentation des moyens. Pour cela les entreprises doivent être mises à contribution mais sans avoir la main mise sur le contenu des formations.

Une nouvelle ambition pour l'école passe par une nouvelle ambition pour l'enseignement supérieur. Alors que la population française ne cesse d'augmenter, le ministère prévoit qu'il y aura moins d'étudiants dans 6 ans qu'il y en a aujourd'hui. A l'heure de la révolution technologique et

informationnelle la droite nous mène donc vers un véritable recul de société. A nous d'y faire échec.

Bernard Calabuig

**Membre du comité exécutif national du PCF
chargé de l'école**

Avant de nous séparer, quelques mots qui ne sont pas des mots de conclusion, puisque, nous l'avons dit, nous voulons ouvrir le débat et le poursuivre. Je veux, comme l'on fait de nombreux orateurs, pointer d'abord l'urgence, qui a été soulignée, de se rassembler et de faire front à l'offensive libérale. Parce que la situation est extrêmement grave, qu'il s'agit bien de l'avenir de notre jeunesse et de notre pays, que droite et patronat veulent se servir de l'école pour remodeler la société française. Cela suppose, effectivement, que nous nous mobilisions pour faire reculer le gouvernement dans la rue sur ces questions-là et arriver à le battre aussi dans les urnes pour changer durablement en nous en donnant les moyens, pour que la gauche réussisse. Sinon, ça n'aurait pas de sens car ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est pas reproduire une énième alternance qui se traduit toujours par davantage de déceptions, désespoir et au retour d'une droite de plus en plus dure. Ce qu'il faut c'est bel et bien réussir une alternative à la politique de la droite. Il est donc impératif que le peuple de gauche arrive à se rassembler sur un projet de transformation progressiste de l'école et sur toute une série d'autres questions. Tous ensemble, il faut pour cela que nous nous en mêlions.

Ce soir, se sont exprimés des points de convergence sur de nombreuses questions. Mais, sur certaines autres, de toute évidence, le débat doit se poursuivre. Il ressort des interventions qu'il faut imprimer une autre direction à l'école, que rien ne se ferait sans le corps enseignant, qu'il faut donc un plan pluri-annuel de recrutement, davantage d'effort de formation, consacrer plus de moyens en matière de recherche en sciences de l'éducation, arrêter de colmater les brèches par de petites réformes mais s'attaquer avec détermination aux inégalités sociales et au caractère ségrégatif de l'école. M. Blasco vient de parler de l'enseignement supérieur que nous n'avons qu'effleurer bien évidemment ce soir mais qui fait aussi partie intégrante du débat. La réforme LMD doit être revue de fond en comble pour la sortir des normes libérales, les diplômés devant être reconnus dans les conventions collectives, l'étudiant-stagiaire étant protégé par un vrai statut, de l'exploitation par les entreprises.

Enfin, les réformes de notre école qui est en crise, introduites par la droite, ne peuvent qu'aggraver cette crise. Cette situation est un obstacle aux nécessaires transformations de la société. Pour avancer, il me semble qu'il faut 3 choses :

- ▶ Tous ensemble, créer les conditions, sur le terrain, pour que se rencontrent familles et enseignants dont l'intérêt commun est une véritable démocratisation scolaire permettant à chaque élève de s'approprier les outils nécessaires à son émancipation intellectuelle

- ▶ Que continue de se réaliser la rencontre entre le monde scolaire et celui du travail comme cela s'est fait pendant le combat anti-CPE, sur toutes les luttes contre la précarité et les formations au rabais
- ▶ Que s'effectue aussi, comme nous avons commencé à le faire ce soir, la rencontre entre les différents promoteurs d'une transformation progressiste de l'école devant publiquement confronter analyses et propositions. C'est ce débat-là qu'il nous faut poursuivre si on veut sortir de cette crise scolaire par le haut.

Les propositions portées à votre connaissance sont l'amorce d'un débat qui concerne vraiment toute la société. Pour notre part, nous pensons qu'ouvrir le chantier de la transformation progressiste de l'école est une très grande ambition, devenue urgente de par la profondeur de la crise qui ravage la société et l'école. Le mouvement progressiste, avec ceux qui résistent, peut la changer et, ensemble en tout cas, j'en suis sûr, nous pouvons faire une réalité de ce rêve que nous sommes nombreux à partager : l'école de la réussite pour tous !

